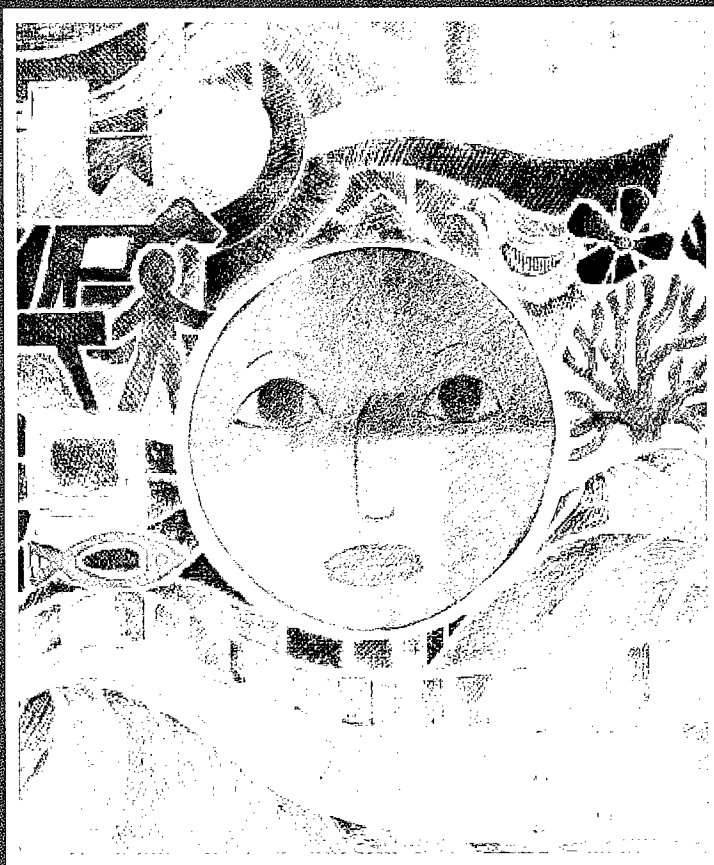


---

PERSPECTIVES D'EMPLOI  
ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE  
POUR LE CANADA



IISD

INTERNATIONAL INSTITUTE  
FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT  
INSTITUT INTERNATIONAL  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

IIDD

Tous droits réservés 1994 par l'Institut international du développement durable

**Des passages peuvent être reproduits avec mention de l'Institut**

Données de catalogage avant publication (Canada)

Shea, Cynthia Pollock

Perspectives d'emploi et de développement durable pour le Canada.

Publié aussi en anglais sous le titre: Employment and Sustainable Development: Opportunities for Canada.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN I-895536-30-8

1. Emploi - Politique gouvernementale - Canada.
2. Développement durable - Canada. I. Institut international du développement durable II. Titre.

HD5728.S5414 1994 331.11'0971 C94-920270-3

Cette brochure est imprimée sur du papier recyclé.

Imprimé et broché au Canada

Publié et distribué par :

Institut international du développement durable  
161, avenue Portage est - 6<sup>e</sup> étage  
Winnipeg (Manitoba) Canada  
R3B 0Y4

Téléphone : (204) 958-7700

Télécopieur : (204) 958-7710

Email : [reception@iisdpost.iisd.ca](mailto:reception@iisdpost.iisd.ca)

---

PERSPECTIVES D'EMPLOI  
ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE  
POUR LE CANADA



Rédigé par  
Cynthia Pollock Shea

Institut international du développement durable  
161, avenue Portage est, 6<sup>e</sup> étage  
Winnipeg (Manitoba) R3B 0Y4  
Téléphone : (204) 958-7700  
Télécopieur : (204) 958-7710  
Courrier électronique : [cpshea@iisdpost.iisd.ca](mailto:cpshea@iisdpost.iisd.ca)

Financé par  
L'Institut international du développement durable et  
Développement des ressources humaines Canada  
en collaboration avec  
Environnement Canada

---



AVANT-PROPOS	iv	Le renouvellement des forêts et des collectivités forestières	22
PRÉFACE	v	Pratiques de gestion durables	23
RÉSUMÉ	1	Valeur ajoutée aux produits du bois	23
Le défi	1	Exploitation d'essences sous-utilisées et amélioration des efforts de commercialisation	25
Le développement durable	2	Le rétablissement des pêches et la promotion de l'aquaculture	26
Les nouvelles perspectives	3	Valeur ajoutée aux produits de la pêche	27
La réalisation du potentiel du Canada	3	La revitalisation de l'agriculture	29
Les outils disponibles	4	Partage communautaire de l'agriculture	30
Les prochaines étapes	6	La gestion et le recyclage des matériaux	31
INTRODUCTION	7	La Edmonton Recycling Society	32
Historique du projet	7	Potentiel inexploité	33
Les nouveaux rapports	7	Les technologies environnementales	34
Une approche intégrée et coopérative à la prise de décisions	8	Formation	35
La multiplication des retombées locales	9	La conception de villes éconergétiques et conviviales	35
Le financement	9		
L'information	11		
ÉLÉMENTS D'ENTENTE ENTRE LES PARTICIPANTS	13	NOUVELLES APPROCHES AU DÉVELOPPEMENT	37
GÉNÉRATEURS D'EMPLOIS DURABLES	14	La promotion de la synergie par le développement économique des collectivités	37
L'amélioration des infrastructures	14	Ecotrust	37
L'accès aux connaissances et leur utilisation	14	Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal	38
La protection, l'exploitation et le renouvellement des ressources naturelles	14	La gestion des ressources	39
Le développement, la commercialisation et l'utilisation des technologies environnementales	14	Rendre l'apprentissage amusant	40
Les industries de service	15	CONCLUSION	43
SECTEURS HAUTEMENT PRIORITAIRES	16	ANNEXE 1 Liste des participants à la réunion de l'IIDD sur l'emploi et le développement durable	45
La modernisation des immeubles	16	ANNEXE 2 Liste des documents soumis dans le cadre du Projet d'emploi et de développement durable	55
Financement	16		
Effets sur l'emploi	18		
Formation	19		
Le tourisme	19		
Tourisme écologique	20		
Tourisme rural	20		
Besoins du secteur touristique et avantages pour la collectivité	21		

## AVANT-PROPOS

La prospérité des Canadiens et des Canadiennes passera par des emplois durables sur les plans économique, environnemental et social. Une meilleure compréhension de la nouvelle économie nous permettra de scolariser et de former la main-d'oeuvre actuelle en vue des emplois de demain.

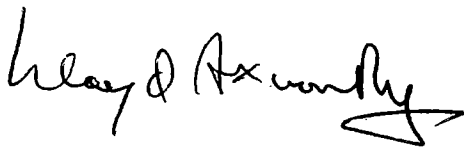
Le gouvernement s'est engagé à améliorer le rendement économique et environnemental des secteurs industriels et des ressources naturelles. Un grand nombre de technologies nous permettent déjà de recycler nos déchets, d'utiliser notre énergie de façon plus efficace et de réduire notre utilisation des matériaux. Nous pouvons favoriser la création d'activités économiques sans danger pour l'environnement et qui remettront les gens au travail dans le secteur privé grâce à la combinaison judicieuse de politiques fiscales, réglementaires et de développement des ressources humaines.

Mon ministère entend collaborer étroitement avec d'autres paliers et ministères du gouvernement dans le but de rationaliser nos activités et de soutenir efficacement les secteurs prioritaires dans le cadre d'une économie durable. Les nombreuses idées issues de la réunion sur l'emploi et le développement durable tenue à Winnipeg en juin dernier nous ont aidé à cerner et à évaluer toute une gamme de nouvelles approches. Organisée par l'Institut international du développement durable et financée par Développement des ressources humaines Canada, en collaboration avec Environnement Canada, la réunion a permis de mettre en commun les meilleures idées du patronat, des syndicats, des représentants des Premières Nations, des organisations non gouvernementales et des établissements de formation.

Nous agissons déjà en faveur de trois des recommandations émises à l'issue de la réunion, soit la réduction de la consommation d'énergie dans nos immeubles, la promotion de l'aquaculture et l'amélioration du rendement environnemental du secteur touristique. De plus, nous étudions présentement des moyens d'ajouter une valeur économique à nos ressources naturelles et de travailler plus étroitement avec des organismes communautaires de développement économique et les Premières Nations. L'agencement des connaissances traditionnelles et des techniques modernes est fort prometteur pour plusieurs secteurs des ressources naturelles.

La sélection judicieuse des programmes de formation et de création d'emplois durables nous permettra de veiller à ce que les investissements effectués aujourd'hui continuent d'offrir un rendement élevé pendant longtemps encore.

Le Ministre du Développement des ressources humaines,



Lloyd Axworthy

## PRÉFACE


Les gouvernements du monde entier font face à des déficits budgétaires, à des taux de chômage inacceptables et à la dégradation de l'environnement naturel. Épargner de l'argent, remettre les gens au travail et rétablir l'intégrité écologique sont des objectifs universels. Par contre, les gouvernements qui agissent seuls ne réaliseront pas leur objectifs. Les entreprises souples et novatrices et les communautés qui partagent une vision claire de l'avenir sont des intervenants importants dans le domaine du développement durable.

Les politiques budgétaires qui appuient les entreprises économiquement efficaces et écologiques, les réglementations qui guident plutôt que de gêner les initiatives du secteur privé et les politiques sociales qui encouragent l'autosuffisance illustrent le leadership politique dont nous avons besoin dans l'économie globale actuelle en pleine évolution. Une coordination et une facilitation accrues peuvent engendrer une certaine créativité et réduire les coûts.

L'IIDD met l'accent sur la façon dont le développement durable peut contribuer directement au bien-être social. Il est essentiel de lier les préoccupations en matière d'emploi, d'environnement et de développement. Nous devons être prêts à aller au-delà des discussions de la décennie précédente qui opposaient les emplois à l'environnement. On doit mettre l'accent sur la question suivante: "De quelle façon le fait de maintenir le bon état du milieu peut-il être avantageux pour l'économie et rehausser la viabilité des petites et de grandes entreprises?"

Le projet, mis en oeuvre à la demande du ministre Lloyd Axworthy et du ministère du Développement des ressources humaines, indique des voies importantes pour le maintien et la multiplication des perspectives d'emploi. Il offre une base pour d'autres initiatives de l'IIDD, autant au Canada qu'au niveau international.

Président-directeur général de l'Institut international du développement durable

A handwritten signature in black ink that reads "Arthur J. Hanson". The signature is written in a cursive, flowing style.

Arthur J. Hanson





## RÉSUMÉ

### Le défi

La capacité de fournir des moyens de subsistance durables à la main-d'oeuvre canadienne et mondiale représente un défi de plus en plus important. L'évolution rapide de la technologie, la fluidité accrue des marchés internationaux et l'incroyable restructuration de l'économie influent sur la capacité des entreprises, des collectivités et des particuliers à demeurer viables dans le marché.

Pour bon nombre de Canadiens, les perspectives d'emploi ont grandement changé au cours des dernières années. Le nombre d'emplois disponibles dans les domaines de l'agriculture, des pêches, de l'exploitation forestière et minière ainsi que dans le secteur de la fabrication chute de façon continue en raison de l'adoption des nouvelles technologies, des conditions changeantes du marché, d'un cadre réglementaire plus rigoureux, de la dégradation de l'environnement et de l'affaiblissement des ressources.

Même si la croissance rapide du secteur tertiaire a permis d'absorber bon nombre des travailleurs sans emploi — souvent à un salaire inférieur — le taux de chômage demeure élevé. Au Canada, le taux de chômage officiel oscille en effet entre 10 et 11 p. 100, tandis que le taux de sous-emploi et le nombre de travailleurs ayant décidé de quitter la main-d'oeuvre sont à la hausse. Ce sont surtout les jeunes qui ont de la difficulté à obtenir un emploi, même après des années d'études postsecondaires et de formation. Par ailleurs, les employeurs ne trouvent pas toujours la main-d'oeuvre compétente et dûment qualifiée lorsqu'ils sont prêts à embaucher.

Les revirements fondamentaux dans l'économie et les changements technologiques de plus en plus rapides rendent des millions de personnes anxieuses quant à leur avenir et au rôle qu'elles seront appelées à jouer. Les coûts sociaux et économiques du chômage chronique sont très élevés. En 1993, le Canada a consacré 40 milliards de dollars aux prestations d'assurance-chômage et d'assistance sociale, alors que ses recettes fiscales accusaient une baisse. Le fait de ne pas pouvoir occuper un emploi intéressant se traduit par une perte de l'estime de soi, par un mécontentement et par la peur. Cela mène souvent à un

comportement autodestructeur et à l'érosion du tissu social.

Dans un contexte où les sociétés du monde entier luttent contre le chômage, où les déficits sont énormes et ne cessent de croître et où la dégradation de l'environnement est profonde, le besoin de nouvelles approches est évident. Les tendances traditionnelles en matière de croissance économique

détruisent les systèmes de soutien vital de la planète et marginalisent une proportion grandissante de l'humanité.

L'accroissement rapide de la population et le système industriel conçu pour maximiser les extrants ne sont plus compatibles avec une capacité de tolérance naturelle déjà affaiblie.

En raison de ces changements fondamentaux, les emplois permanents à temps plein

deviennent chose du passé. Les gens ne peuvent plus s'attendre à ce qu'une entreprise les emploie à vie. Cependant, cela ne signifie pas que moins d'emplois sont disponibles. Cela signifie plutôt qu'il est important de savoir s'adapter, innover et être souples. Les particuliers, les collectivités, les entreprises et les gouvernements continueront de prospérer à condition d'être capables d'élaborer une nouvelle vision de l'avenir, une vision qui préconise et soutient les changements constructifs. S'il gère le changement de manière efficace, le Canada renforcera sa capacité concurrentielle dans les marchés internationaux et intérieurs et il pourra maintenir et créer davantage d'emplois

*Nous voulons promouvoir et non pas gêner la recherche, le développement et la mise en oeuvre de technologies propres et éconergétiques, l'utilisation des ressources renouvelables, la gestion durable des ressources naturelles ainsi que la protection de la diversité biologique.*

*«Livre rouge» du Parti libéral du Canada, Campagne électorale de 1993*

qu'il ne serait possible de le faire s'il maintenait le statu quo.

## Le développement durable

«Le développement durable permet de répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins», déclarait la Commission mondiale de l'environnement et du développement en 1987.

Le concept du développement durable peut guider notre façon de penser au moment où nous entreprenons la restructuration essentielle à un avenir meilleur. Le développement durable exige un processus de changement dans le cadre duquel l'utilisation des ressources, l'orientation des investissements et du développement technologique, ainsi que la structure des organisations tiennent compte des besoins actuels et futurs. S'appuyant sur les notions d'équité et de saine gestion, le développement durable comprend l'utilisation plus judicieuse et plus productive des ressources humaines, financières et naturelles existantes. Le but consiste à réaliser des améliorations qualitatives plutôt qu'une expansion quantitative.

Le développement durable de l'environnement fera suite à l'utilisation plus efficiente de l'énergie et des matériaux, à la conservation et à la gestion améliorées des ressources naturelles et aux efforts en vue de maintenir l'intégrité des systèmes et des cycles naturels. Les activités durables sur le plan social seront davantage axées sur les gens et plus réceptives aux besoins des particuliers. C'est en demandant aux gens d'indiquer leurs besoins plutôt qu'en leur disant ce qu'ils peuvent avoir, et en améliorant la transparence et la responsabilité du processus décisionnel que nous pourrons élaborer des stratégies de développement largement acceptées et offrant des avantages à un grand nombre de personnes. Les activités économiques

durables produiront un rendement acceptable de l'investissement tout donnant plus de pouvoir aux particuliers et en protégeant ou en rétablissant l'environnement.

Les activités économiques qui gênent le bon fonctionnement des systèmes naturels ou qui démoralisent ou excluent certaines personnes sont, à la limite, non durables.

L'effondrement du secteur des pêches sur la côte Est, la pollution continue du bassin des Grands Lacs et la perte d'espoir ainsi que le manque de compétences des collectivités des Premières Nations sont symptomatiques de stratégies de développement inefficaces. La reconnaissance des causes de nos problèmes actuels et leur résolution constituent la première étape vers un changement positif.

*Les activités économiques qui gênent le bon fonctionnement des systèmes naturels ou qui démoralisent ou excluent certaines personnes sont, à la limite, non durables.*

Le fait de mettre l'accent sur des options qui favorisent les gains économiques, environnementaux et sociaux se traduira probablement par une hausse nette de l'emploi. Grâce à l'élaboration d'une nouvelle vision de

l'avenir — réparatrice des points de vue spirituel et environnemental — de nouveaux emplois dans les domaines de la recherche, de la conception, de la fabrication, de la commercialisation et du recyclage seront créés. «Comment passer d'un système de prix minimal à un système de coût minimal, voilà la question pour le secteur industriel à la fin du siècle présent et pour le siècle prochain. Il est moins onéreux de prendre soin de la planète en temps réel et il faut plus de gens pour le faire. Les technologies nécessaires à la réduction de l'exploitation et à la restauration des systèmes naturels ont, en grande partie, déjà été inventées. Nous devons maintenant remettre les gens au travail à l'aide

*«Comment passer d'un système de prix minimal à un système de coût minimal, voilà la question pour le secteur industriel à la fin du siècle présent et pour le siècle prochain. Il est moins onéreux de prendre soin de la planète en temps réel et il faut plus de gens pour le faire.»*

*Paul Hawken, auteur et homme d'affaires*

de ces technologies», déclarait Paul Hawken, auteur et homme d'affaires, à la réunion sur l'emploi et le développement durable organisée par l'Institut international du développement

durable (IIDD) et financée par Développement des ressources humaines Canada, en collaboration avec Environnement Canada. Les activités économiques qui protègent et restaurent l'environnement tout donnant plus de pouvoir aux gens en faisant appel à une grande variété de travailleurs peuvent établir les fondements du développement et de la création d'emplois stables et à long terme.

À première vue et dans le contexte social actuel, il peut sembler idéaliste d'utiliser les talents créateurs des particuliers d'une façon cohérente avec leurs valeurs sociales et spirituelles. Par contre, le malaise général actuel témoigne de notre échec à cet égard. Personne ne se lève le matin avec l'intention de détruire la planète ou de faire du mal aux autres. Mais il s'agit là du résultat non intentionnel de bon nombre de nos activités quotidiennes. Une restructuration fondamentale est nécessaire pour que les effets de nos activités soient davantage axés sur la restauration et la protection de l'intégrité écologique, sur la viabilité économique et sur les rapports sociaux.

### Les nouvelles perspectives

Des perspectives d'emploi potentiellement importantes et cohérentes avec les modèles de développement plus durables existent dans bon nombre de secteurs. Les infrastructures modifiées et améliorées, les services fondés sur le savoir-faire, les technologies environnementales, la gestion et l'exploitation améliorées des ressources naturelles et le tourisme sont tous des domaines pouvant donner lieu à des investissements du secteur privé, à des politiques gouvernementales de soutien et à une plus grande activité de formation.

Parmi les perspectives d'emploi les plus prometteuses soulevées par les participants à la réunion sur l'emploi et le développement durable organisée par l'IIDD, il y a celles-ci :

- Améliorer l'efficacité de la consommation énergétique des immeubles, des produits et des systèmes de transport;
- Adopter et mettre en oeuvre des pratiques de gestion durables des forêts, des pêches, des sols et des bassins hydrographiques;
- Élargir la diffusion et l'utilisation des technologies de l'information;

- Mettre en oeuvre des activités touristiques durables axées sur l'environnement, la culture et l'histoire;
- Recycler et transformer les déchets solides et dangereux en des produits commercialisables;
- Accélérer et élargir le développement de l'aquaculture marine et d'eau douce;
- Ajouter de la valeur aux produits halieutiques, agricoles et forestiers;
- Concevoir, fabriquer et commercialiser des produits, des services et des technologies qui réduisent le fardeau sur l'environnement; et
- Concevoir des villes éconergétiques et conviviales.

### La réalisation du potentiel du Canada

Même si le gouvernement fédéral doit mettre en place le cadre politique nécessaire, il ne peut ni contrôler ni offrir toute l'expertise technique, la formation, la mise en réseaux et le financement qu'exige la réalisation d'un avenir durable. Il faut créer de nouveaux rapports afin d'exploiter les meilleures idées des organismes gouvernementaux, du secteur privé et des organismes communautaires. Des alliances efficaces peuvent permettre de répondre aux attentes de tous s'il existe une compréhension et un accord mutuels en ce qui concerne les objectifs recherchés et les moyens pour les réaliser.

C'est par la participation active des parties intéressées que l'on répond le mieux aux besoins précis des localités et des marchés. La gestion descendante, que l'on trouve tant dans les

*Même si le gouvernement fédéral doit mettre en place le cadre politique nécessaire, il ne peut ni contrôler ni offrir toute l'expertise technique, la formation, la mise en réseaux et le financement qu'exige la réalisation d'un avenir durable. Il faut créer de nouveaux rapports afin d'exploiter les meilleures idées des organismes gouvernementaux, du secteur privé et des organismes communautaires.*

gouvernements que dans les entreprises, favorise la dépendance et décourage l'initiative personnelle plutôt que de la susciter. L'agencement des idées les plus novatrices et l'élaboration d'un cadre en appui aux groupes et aux particuliers dynamiques constituent l'essentiel de la formule utilisée dans un grand nombre d'activités de création d'emplois durables dont il est question dans le présent rapport. Lorsque les gens sont engagés dès le départ dans un projet donné, ils développent un sentiment d'appartenance, ils acquièrent de nouvelles compétences et ils sont en mesure de prendre des décisions. La réalisation d'un consensus précoce permet aussi de rationaliser la mise en oeuvre et de réduire les possibilités de conflits.

En raison de l'évolution rapide de notre économie, les petites entreprises, les travailleurs autonomes et les collectivités locales deviennent des sources de plus en plus importantes d'innovation et d'emploi. Au cours des années 1980, les entreprises de moins de 100 employés ont créé 2,3 millions d'emplois, soit 86 p. 100 des emplois nets créés au Canada. Les nouvelles technologies de communication permettent aux particuliers et aux petites entreprises d'avoir accès à l'information, de développer des réseaux et des alliances et de commercialiser leurs produits et services d'une façon complètement différente. Les programmes d'aide aux travailleurs autonomes et les centres de développement d'entreprises qui offrent un appui aux entrepreneurs sont parmi les bonnes réponses du gouvernement à ces nouvelles tendances.

Cependant, un grand nombre de programmes gouvernementaux et de sociétés d'État adhèrent toujours au principe du «plus c'est grand, mieux c'est». Les programmes d'infrastructures et de création d'emplois de plusieurs milliards de dollars affichent toujours une fière allure tout en produisant moins d'emplois et en générant une plus faible croissance économique par dollar investi que ne le font bon nombre d'activités de moindre envergure et plus durables du secteur privé. Bien que les programmes et les projets de plus grande envergure soient sans aucun doute

plus faciles à administrer pour les gouvernements, ils relèguent aux oubliettes les projets plus petits, plus novateurs et plus visionnaires qui souffrent d'un manque de crédits et d'appui de la part du gouvernement. Bon nombre de projets d'envergure contribuent également à l'instabilité du marché du travail. Lorsque le projet est terminé et que la demande de main-d'oeuvre cesse, les économies locales peuvent être dévastées.

Les projets de moindre envergure sont moins risqués, exigent moins de capital, s'adaptent mieux aux différentes situations et, en raison des retombées et de l'effet multiplicateur, ils sont à l'origine d'une plus grande activité économique et créent un plus grand nombre d'emplois. La conservation de l'énergie, par exemple, produit jusqu'à quatre fois plus d'emplois directs par dollar investi que ne le font les grands projets de centrales. Les dépenses salariales comptent pour quatre fois plus d'emplois indirects. Les factures d'énergie

moins élevées ont aussi pour effet d'accroître le revenu disponible des consommateurs, entraînant une plus grande activité économique.

### Les outils disponibles

Bon nombre des technologies, des produits, des conceptions et des services novateurs nécessaires à une nouvelle économie canadienne plus concurrentielle ont déjà été élaborés et sont prêts à être lancés ou adoptés plus largement dans le marché. C'est en mettant en place des politiques de soutien, des établissements, des mécanismes de financement et des outils de formation et d'enseignement que l'on accélérera leur utilisation et la réalisation du développement durable. La protection de l'environnement et l'adoption des technologies de pointe affichant un rendement élevé quant aux ressources et qui sont présentement disponibles ne représentent plus un coût exceptionnel. Il s'agit tout simplement du prix à payer pour demeurer en affaires.

Des politiques budgétaires et économiques qui reflètent mieux le coût total de l'extraction, de la transformation, de l'utilisation et de l'élimination

*«Les technologies nécessaires à la réduction de l'exploitation et à la restauration des systèmes naturels ont, en grande partie, déjà été inventées. Nous devons maintenant remettre les gens au travail à l'aide de ces technologies.»*

*Paul Hawken, auteur et homme d'affaires*

des ressources naturelles permettraient de fournir une meilleure information à l'appui des décisions d'investissement. Nos systèmes de comptabilité actuels n'attribuent aucune valeur aux ressources naturelles tant qu'elles n'ont pas été extraites, forées, pompées ou coupées. L'air frais, les forêts, les pêches, les bassins hydrographiques et les sols n'ont aucune valeur sur le marché. Par contre, les revenus tirés de la restauration des écosystèmes endommagés sont inscrits aux bilans privés et aux comptes nationaux. À court terme, les systèmes de prix actuels font souvent augmenter les coûts associés à la protection de l'environnement. Le fait d'intégrer la protection de l'environnement dès le début d'une activité se traduit par des coûts moins élevés à long terme.

Les politiques de réglementation qui précisent les niveaux de rendement recherchés plutôt que de mettre l'accent sur les moyens de les réaliser, offrent davantage de soutien. Si le but est bien articulé et que les conséquences sont claires et appliquées, le secteur privé est habituellement beaucoup mieux équipé et plus efficace dans l'élaboration de solutions que ne l'est le gouvernement. Les objectifs de réduction et de recyclage des déchets, les normes en matière de rendement énergétique et de valorisation de l'eau, les stratégies de contrôle antipollution et les politiques communautaires de réinvestissement représentent certains domaines qui peuvent bénéficier ou qui ont déjà bénéficié de cette approche. Au Japon, en Allemagne et aux États-Unis, le recours à une réglementation environnementale liée à des prescriptions de résultats et l'utilisation plus répandue d'instruments du marché rendent plusieurs secteurs plus dynamiques et plus concurrentiels. Au Canada, trop de politiques, de programmes, de règlements et de règles créent des obstacles au développement durable.

Les institutions gouvernementales qui sont à l'écoute des besoins du secteur privé et des collectivités peuvent faciliter — et accélérer — l'adoption de pratiques plus durables. Une meilleure coordination et un meilleur partage de

*La culture du gouvernement doit changer afin de passer du contrôle et de l'exécution à la facilitation et à l'aide non monétaire. Trop de politiques, de programmes, de règlements et de règles créent des obstacles au développement durable.*

l'information entre les divers paliers et ministères du gouvernement auraient pour effet de réduire les obstacles. La coopération offrirait un appui aux nouveaux projets plutôt que de les contrer. À notre époque où les changements sont rapides, les mesures publiques coordonnées, complémentaires et rationalisées sont essentielles à l'élaboration de stratégies souples et innovatrices.

Les programmes de formation et d'enseignement qui rehaussent la sensibilité à l'égard du besoin pressant de nouvelles approches et de leur réalisation, et qui permettent de développer de nouvelles compétences en demande dans le marché du travail, aideront les particuliers à obtenir un gagne-pain durable. Favoriser la capacité de cerner, de développer et de commercialiser des idées, des produits et des services novateurs aura pour effet de stimuler l'activité économique tout en bâtissant un avenir durable.

Les programmes d'apprentissage et d'enseignement coopératifs peuvent offrir des occasions de formation en cours d'emploi. Les établissements d'apprentissage à distance offrent aux gens qui habitent à l'extérieur des grands centres, qui préfèrent apprendre à domicile ou dont l'horaire ne leur permet pas de se présenter en classe de façon régulière, la possibilité d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences. Les programmes de formation et d'accréditation reconnus à l'échelle du Canada amélioreraient la mobilité des gens et rehausseraient leurs compétences.

Le perfectionnement des compétences et l'apprentissage continu sont de plus en plus importants dans de nombreux secteurs de l'économie. Ainsi, on considère que les

*Une meilleure coordination et un meilleur partage de l'information entre les divers paliers et ministères du gouvernement auraient pour effet de réduire les obstacles et offrirait un appui aux nouveaux projets plutôt que de les contrer.*

compétences des diplômés en informatique sont dépassées au bout de cinq ans si ces derniers ne mettent pas leurs connaissances à jour. Étant donné qu'une proportion toujours plus grande de la main-d'oeuvre dépend du traitement de l'information ou de l'application de techniques de pointe, l'apprentissage continu est essentiel.

### Les prochaines étapes

Même si se préparer à l'avenir est plus difficile en périodes de rapide évolution, un grand nombre de paramètres peuvent nous aider. Le Canada, tout comme la plupart des autres pays, s'est engagé à éliminer rapidement les hydrocarbures chlorofluorés (CFCs), à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, à préserver la diversité biologique, à interdire ou à restreindre bon nombre de polluants ainsi qu'à conserver et à restaurer l'intégrité écologique des forêts et des bassins hydrographiques.

Pour être en mesure de réaliser ces objectifs, il faut élaborer de nouvelles politiques, pratiques et technologies, établir de nouveaux rapports et mettre sur pied de nouveaux programmes de formation. Selon les sondages d'opinion, la majorité des Canadiens sont déjà convaincus qu'il faut s'engager sur une voie plus durable, mais sans véritablement savoir ce que cela veut dire. Il est clair qu'il faut de nouveaux programmes d'enseignement et de formation. Ceux-ci devraient miser sur une prise de conscience sociale et environnementale et donner la possibilité aux gens d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires aux activités économiques durables. Les mesures institutionnelles sous-jacentes qui orientent et appuient de telles activités doivent également être consolidées.

La création récente du Groupe de travail fédéral sur les instruments économiques et les obstacles à des pratiques environnementales saines démontre l'engagement accru des gouvernements dans l'étude de ces questions. Une enquête sur les meilleures pratiques en cours au Canada et ailleurs dans le monde pourrait fournir un cadre pratique à l'appui de tels efforts. Bon nombre de projets d'entreprises et communautaires montrent la voie. Les participants à la réunion sur l'emploi et le développement durable et les auteurs des documents de référence préparés aux fins du

projet ont donné plusieurs exemples de nouvelles voies économiques menant à un avenir durable. Néanmoins, les méthodes de partage de ces constats et de ces meilleures pratiques, les façons d'en tirer des leçons et d'agir en conséquence ne sont pas encore bien établies.

Une main-d'oeuvre compétente et hautement spécialisée et des politiques publiques qui appuient les activités commerciales et communautaires durables sont les outils dont nous avons besoin pour réaliser un avenir plus durable. Le gouvernement peut renforcer et élargir ses nombreux projets actuels comme suit :

- en faisant de la création d'emplois durables dans les secteurs privé et public une priorité absolue;
- en incluant un chapitre sur le développement durable dans tous les programmes de formation financés par le gouvernement;
- en élaborant un processus qui permettrait de choisir les programmes de création d'emplois, y compris les projets d'infrastructure actuels, en fonction du développement durable;
- en accordant des budgets de recherche et de développement aux technologies qui empêchent la pollution et qui conservent les ressources naturelles;
- en faisant appel à des programmes d'approvisionnement afin d'accroître la demande de produits et de services respectueux de l'environnement et de la société; et
- en documentant et en diffusant l'information sur les activités économiques, environnementales et sociales durables en cours au Canada et dans le monde entier.

## INTRODUCTION

### Historique du projet

À la fin de 1993, l'honorable Lloyd Axworthy, ministre du Développement des ressources humaines Canada (DRHC), demandait à l'Institut international du développement durable de présenter un plan afin d'aider le gouvernement à revitaliser l'économie et à remettre les gens au travail de manière cohérente avec le développement durable. L'IIDD a alors élaboré un premier ensemble de critères pour évaluer les incidences sociales, économiques et environnementales des activités proposées (voir le document-cadre de l'IIDD) et a parcouru le pays afin de connaître les projets en cours.

Du 23 au 25 juin 1994, des chefs de file de tout le pays se sont réunis à Winnipeg afin de cerner les nouvelles perspectives d'emploi qui résulteront des efforts en vue d'atteindre le développement durable. Les 110 participants invités représentaient le domaine des affaires, le gouvernement, les syndicats, les Premières Nations, les organisations non-gouvernementales et les établissements de formation. La liste des participants figure à l'annexe 1. La réunion a été organisée par l'Institut international du développement durable et financée par Développement des ressources humaines Canada, en collaboration avec Environnement Canada.

Les nouveaux modèles et les nouvelles perspectives en matière de création d'emplois, décrits dans 28 documents préparés aux fins du projet, sont disponibles sur disquette auprès de DRHC et de l'IIDD. La liste des documents et de leurs auteurs figure à l'annexe 2. Le présent rapport s'appuie fortement sur l'apport des participants à la réunion et des auteurs des documents.

Tout au long du projet, l'accent a été mis sur les secteurs des ressources naturelles, les technologies environnementales et de l'information, le secteur du tourisme et d'autres secteurs tertiaires, ainsi que sur de nouvelles approches au développement économique communautaire. Même s'il est devenu évident que peu de gens avaient formellement étudié les incidences du développement durable sur l'emploi, le niveau d'intérêt était élevé.

Les 24 ateliers tenus au cours de la réunion ont porté sur divers secteurs industriels et sur les nouvelles perspectives d'emploi. Dans leur évaluation de ces perspectives et des moyens pour y arriver, les participants ont partagé leurs expériences quant aux stratégies de gestion, aux technologies et aux partenariats nouveaux et novateurs. Des discussions sur les façons de mettre en oeuvre davantage de pratiques durables et de revitaliser certains secteurs particuliers ont permis de cerner toute une gamme de processus, d'outils et d'approches. Bon nombre de ces stratégies sont pertinentes à tout un éventail de secteurs.

### Les nouveaux rapports

On considère généralement que ce sont les secteurs privé et communautaire qui sont responsables de réduire la pauvreté, de remettre les gens au travail et d'encourager les activités économiques respectueuses de l'environnement et de la société. Un leadership fort de la part du gouvernement et une bonne capacité de facilitation sont perçus comme des éléments essentiels à toute stratégie. Par contre, la centralisation du contrôle et de la prestation des programmes, de même que le manque de coordination entre les divers paliers de gouvernement sont considérés comme des obstacles majeurs.

Pour bâtir sur les forces et les ressources existantes, pour cerner les besoins et les faiblesses actuels et pour créer les alliances nécessaires à l'élaboration de stratégies de développement qui répondent aux réalités locales, il faut susciter la participation d'un grand nombre de particuliers. Il y a consensus à l'effet que l'établissement d'un nouvel ensemble de rapports en vue d'exploiter les meilleures idées émanant des secteurs public, privé et communautaire représente une priorité absolue.

Bon nombre des réalisations les plus intéressantes au Canada et ailleurs dans le monde sont le fait de groupes et de particuliers dynamiques qui travaillent en étroite collaboration avec les trois secteurs. Le positionnement stratégique de telles alliances, illustré au centre de la figure 1, se traduit par des approches intégrées à la résolution

des problèmes qui s'appuient sur les connaissances, les compétences, l'engagement, l'expérience et les ressources financières de chaque partie concernée.

La *Edmonton Recycling Society*, l'Institut Arctique, la *Saskatchewan Wheat Pool*, Ecotrust et RESO (Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal) figurent parmi les organismes décrits dans le présent rapport. Chacun favorise les activités durables en matière économique et de création d'emplois en établissant de nouvelles alliances. Bon nombre d'autres organismes qui font également appel à ce modèle sont mentionnés dans les nombreux documents préparés pour le projet. Parrainé par le gouvernement fédéral, le programme Développement des collectivités est perçu comme ayant le potentiel de développer, de diffuser et de reproduire certaines des meilleures pratiques existantes. Un nombre grandissant d'alliances «virtuelles», rendues possibles en partie grâce à l'évolution rapide des technologies de l'information, permet également à des entreprises et organismes du monde entier de se compléter et de s'appuyer mutuellement.

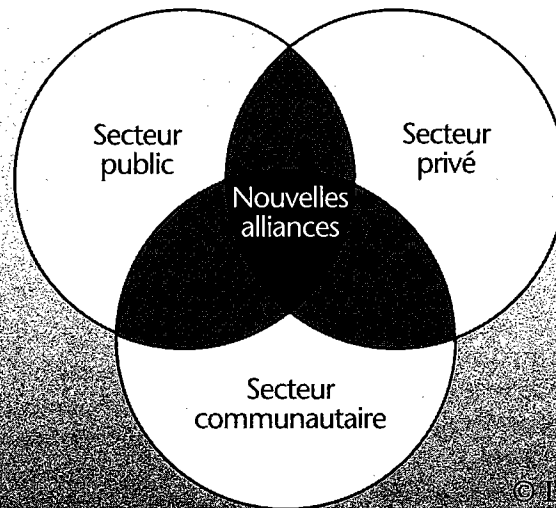
### Une approche intégrée et coopérative à la prise de décisions

La nécessité d'un processus intégré de prise de décisions dans tous les secteurs a souvent été mentionnée au cours de la réunion. Le développement des produits et des services respectueux de l'environnement et de la société, qui sont de plus en plus en demande dans les marchés internationaux et intérieurs, exige une compréhension et une prise de conscience profondes qui n'étaient pas nécessaires auparavant dans les secteurs privé et public.

Il faut une meilleure connaissance du rôle des écosystèmes, de la réglementation à venir, des changements de politiques, des nouvelles tendances du marché et des technologies en pleine évolution si l'on veut prendre des décisions judicieuses à long terme. Les entreprises et les organismes publics qui n'abordent pas de telles questions se retrouvent de plus en plus en état de crises et de conflits. Les produits, les projets et les programmes conçus pour minimiser les incidences sur l'environnement et les bouleversements sociaux seront moins sujets à des poursuites et à des litiges onéreux et ils bénéficieront d'un positionnement concurrentiel avantageux.

Pour élaborer des solutions appropriées, il est souvent nécessaire d'avoir une meilleure

Figure 1: Nouvelles alliances



© Institut Arctique - Calgary



compréhension du service demandé. Par exemple, si le service désiré a trait à l'accès à la nourriture, aux loisirs ou au lieu de travail, plusieurs choix sont offerts, au-delà de la construction d'un plus grand nombre de véhicules et de routes. Les dépôts locaux de produits frais en provenance des fermes avoisinantes, les pistes cyclables et les télécommunications par réseaux informatiques ne sont que quelques-unes des solutions de rechange qui exigent moins de ressources. Si l'objectif est d'augmenter le revenu disponible des personnes habitant des logements pour groupes sociaux à faible revenu, une solution plus élégante pourrait être d'améliorer, à partir de fonds privés, le rendement énergétique et la consommation de l'eau plutôt que de hausser les prestations d'assistance sociale. Les exemples sont presque infinis, mais le principe s'applique sur toute la ligne. Le recours à une approche novatrice et interdisciplinaire en vue d'atteindre un objectif particulier se traduit souvent par des solutions moins onéreuses, qui exigent moins de ressources et qui sont plus acceptables socialement. Bon nombre de ces solutions auront aussi pour effet de créer des emplois locaux, de nouvelles entreprises et un environnement plus sain.

### **La multiplication des retombées locales**

L'ajout d'une valeur économique aux matières premières, l'utilisation plus efficiente des ressources produites ailleurs et le remplacement des produits importés par des produits locaux permettent aux collectivités d'élargir leurs perspectives d'emploi et de bénéficier de l'effet multiplicateur de la remise en circulation des fonds. Un grand nombre de produits agricoles, forestiers et halieutiques sont expédiés vers des marchés éloignés presque sans aucune transformation locale. Si des régions côtières pouvaient trouver le moyen de faire avec le poisson ce que les frères McCain ont fait avec la pomme de terre, la croissance de l'emploi serait spectaculaire. Le même principe s'applique aux villes forestières et aux centres agricoles.

Bénéficiant de ressources naturelles immenses, les Canadiens tiennent ces dernières pour acquises. Il y a de plus en plus de marchés à créneaux pour les aliments et les produits du bois, du papier et de la pêche à l'échelle mondiale, mais les producteurs canadiens ne les exploitent pas encore de façon

efficace. Qu'il s'agisse des meubles ou des fenêtres de qualité, des pâtes alimentaires au riz sauvage ou des confitures biologiques, les possibilités sont énormes.

Les factures d'huile, de gaz naturel et d'électricité représentent habituellement un fardeau important dans les économies des petites villes et des régions. Le fait d'investir dans la modernisation éconergétique des bâtiments, dans des parcs de véhicules à faible consommation de carburant, dans des moyens de transport alternatifs et dans des procédés industriels améliorés peut réduire les factures de consommation de carburant et les décaissements, fournir des contrats de construction et des emplois et réduire le degré de pollution. Une autre façon d'économiser et de réduire le gaspillage consiste à acheter des produits «importés» en vrac et sous formes concentrées, surtout si les détaillants locaux utilisent des contenants réutilisables.

Une autre stratégie qui peut être avantageuse et avoir des effets multiplicateurs est l'évaluation des perspectives locales de production et de commercialisation de biens. Parmi les exemples fascinants d'une telle approche, il y a les micro-brasseries, les «boutiques de produits locaux» dans les grands magasins, les boulangeries biologiques, les pièces de vêtement uniques ainsi que les restaurants et les hôtels qui offrent des spécialités locales.

### **Le financement**

Dans les petites entreprises axées sur l'environnement et le savoir-faire, le manque d'accès au financement est un problème de taille. Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, les petites entreprises doivent engager 2,78 \$ pour chaque dollar emprunté, généralement en éléments d'actif personnels. Bon nombre des banques nationales ont récemment fait l'objet d'audiences parlementaires en raison de leurs politiques de prêts aux petites entreprises. Il existe présentement une pénurie de capitaux de risque et de fonds de démarrage, même si la demande est forte. La réduction de l'effectif des entreprises et des gouvernements oblige un plus grand nombre de particuliers à s'aventurer en affaires, mais le financement d'incubation d'entreprises est difficile à trouver.

Les banques commencent à réduire les prêts à haut risque en raison des dommages causés dans le passé à l'environnement par divers secteurs industriels. Elles essaient, avec prudence, de limiter les responsabilités futures en exigeant des études approfondies des lieux avant que les emprunteurs ne touchent les fonds nécessaires à l'acquisition du terrain et de la propriété. Il est plus difficile de passer des stratégies défensives aux politiques proactives.

La grande majorité des petites entreprises et des collectivités, de même que les grandes villes aux prises avec des problèmes économiques, ont de la difficulté à trouver du capital d'investissement. Les marchés financiers, de plus en plus instables, recherchent les meilleurs rendements à l'échelle mondiale. Cela a souvent pour effet de siphonner les épargnes et les investissements des collectivités et des petites entreprises. Les participants à la réunion sur l'emploi et le développement durable ont proposé l'utilisation accrue de tout un éventail de mécanismes de financement dans le but de redresser la contraction brutale du crédit. Il s'agit notamment de ceux-ci :

- Fonds de crédits renouvelables;
- Fonds en fiducie des collectivités;
- Caisses populaires et *credit unions* qui encouragent le développement économique local;
- Prêts aux micro-entreprises;
- Prêts aux entreprises communautaires;

- Entreprises de services éconergétiques qui financent l'amélioration du rendement énergétique;
- Admissibilité accrue aux investissements au titre de REER; et
- Allègement des impôts des sociétés qui investissent dans de plus petites entreprises et qui leur offrent l'encadrement financier et technique nécessaire à leur rétablissement.

Les caisses populaires et les *credit unions* du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec et de la Colombie-Britannique ont été citées comme intervenants actifs dans la croissance de l'économie locale. Les banques, par contre, ne font pas preuve d'un même engagement. La *U.S. Community Reinvestment Act*, qui exige que les banques répondent aux besoins de crédit des entreprises locales et communautaires, a souvent été mentionnée comme modèle viable.

Les fonds de fiducie, comme ceux créés par les Premières Nations à la suite des règlements au titre des revendications territoriales, pourraient également servir au développement communautaire dans un grand nombre de régions canadiennes. De tels transferts uniques, ou promesses de financement, permettraient aux collectivités de définir leurs propres priorités en matière d'investissement et d'emploi sans pour autant devoir cadrer dans des activités publiques prédéfinies. Grâce à l'effet de levier des sources privées de capitaux et au maintien de taux de remboursement élevés, ces fonds offriraient la continuité et la responsabilité collectives qui font

La South Shore Bank de Chicago est perçue comme l'un des chefs de file en matière de prêts communautaires. Depuis des années, elle consent avec succès des prêts à des particuliers à «risque élevé» (plus de 200 millions de dollars) et elle participe activement à la revitalisation de la collectivité, aux activités de recyclage et aux programmes éconergétiques. Dans le cadre d'un partenariat avec Ecotrust de Portland (Oregon), la South Shore Bank essaie d'élaborer des outils de financement novateurs destinés aux petites entreprises de restauration de l'environnement dans des régions forestières en difficulté de la côte Nord-Ouest du Pacifique.

La South Shore Bank et Ecotrust ont conjointement acheté une banque, la Shore Trust Trading Company, qui devrait être opérationnelle en 1995. On prévoit la création d'un fonds de crédits renouvelables de 2 millions de dollars destinés exclusivement à des entreprises de Willapa Bay (Washington).

souvent défaut aux fonds administrés par le gouvernement.

Il est bien plus onéreux à long terme de ne pas faire participer activement les organismes communautaires à la prise de décisions en matière de dépenses. Ainsi, à McAdam, une petite ville de 1 600 habitants du Nouveau-Brunswick, les subventions gouvernementales, les projets de déplacement d'entreprises et les projets de création d'emplois ont coûté plus de 70 millions de dollars. Mais la ville connaît toujours un taux de chômage supérieur à 60 p. 100 et deux de ses plus importantes entreprises sont sous séquestre.

Lorsque des fonds sortent d'une région afin de bénéficier de taux de rendement plus élevés ou de répondre à des priorités de dépenses dont les décisions sont prises ailleurs, la vitalité économique que pourrait apporter la recirculation de ces fonds est perdue. Au Manitoba et au Québec, on essaie, à l'aide de fonds de régimes d'épargne-retraite des travailleurs, de redresser la situation en recherchant activement les investissements locaux qui permettent de maintenir les emplois sur place. En Colombie-Britannique, de petites villes qui génèrent des revenus importants à partir des droits de coupe essaient de favoriser le réinvestissement local dans des pratiques de gestion forestière plus durables ainsi que dans de nouvelles entreprises d'exploitation. Ces fonds sont présentement amalgamés aux revenus généraux de la province.

Une autre façon d'améliorer le bien-être économique d'une collectivité consiste à faire davantage appel aux caisses populaires et aux *credit unions*, qui sont gérées par leurs membres et qui leur appartiennent. La *credit union* d'Évangéline, à l'île-du-Prince-Édouard, est bénéfique à l'économie locale et elle a aidé à créer 17 autres coopératives œuvrant dans divers

domaines, des soins de santé à l'artisanat. Au Québec, les établissements du Mouvement des caisses Desjardins, ou caisses populaires, ont la faveur des deux tiers de la population, qui désirent appuyer leur collectivité tout en s'aidant eux-mêmes.

### L'information

On ne peut prendre de bonnes décisions sans être informé adéquatement. Par contre, beaucoup d'activités sont mises en oeuvre sur la base d'une compréhension partielle de leurs conséquences. Même si les théories économiques présupposent une pleine connaissance de la part de tous les intervenants, les effets de bon nombre de nos actions sur l'environnement et la société ne sont pas encore bien compris ou largement diffusés.

L'amélioration de la qualité de notre information et la diffusion plus large des résultats peuvent se traduire par des décisions plus durables. La méthode du prix de revient complet et l'analyse de l'évolution d'un produit sont deux des outils préconisés par les économistes de l'environnement dans le but de mieux cerner l'incidence des activités économiques sur l'environnement. Cependant, le manque de connaissances de même que notre incapacité actuelle de quantifier la valeur des systèmes environnementaux et sociaux en santé ou les coûts associés à leur modification, rendent difficile l'utilisation de tels outils.

Des recherches plus poussées peuvent permettre d'acquérir une meilleure compréhension scientifique du rôle des écosystèmes et des effets des activités économiques actuelles. La diffusion et l'action à l'égard de ces constats sont aussi importantes l'une que l'autre.

Les épidémiologistes ont déjà établi, par exemple, que les toxines que l'on trouve de façon persistante dans nos aliments, dans l'air et dans

*«Il est ironique que des subventions et une aide financière importantes soient offertes aux entreprises à haut risque, alors que le financement, même modeste, n'est pas offert aux projets communautaires hautement prioritaires qui ne répondent pas aux critères de financement.»*

*John Flynn, McAdam  
(NB)*

*Même si les théories économiques présupposent une pleine connaissance de la part de tous les intervenants, les effets de bon nombre de nos actions sur l'environnement et la société ne sont pas encore bien compris ou largement diffusés.*

l'eau auront des effets néfastes et irrévocables sur le système immunitaire de tous les enfants à naître. Par ailleurs, les consommateurs n'ont pas accès à l'information sur la présence de métaux lourds dans les piles, dans les chaussures et dans les téléviseurs, ou sur la composition chimique des produits ménagers et d'entretien de la pelouse. Sans cette information, il est difficile de créer des marchés pour des substituts supérieurs du point de vue environnemental ou de recueillir l'appui nécessaire à l'égard de programmes qui permettraient de retourner les produits dangereux à leur fabricant afin qu'ils soient traités ou éliminés.

Il faut être davantage conscient des effets de nos activités actuelles et améliorer notre compréhension à leur égard afin de prendre des décisions judicieuses en matière de politiques, de production, de gestion et d'achat. Il est vrai que l'accroissement rapide des réseaux d'information électroniques facilite la diffusion de l'information, mais les gens doivent être formés afin de pouvoir les utiliser et ils doivent posséder les compétences voulues pour évaluer une telle information. Les technologies de l'information qui transforment de façon si importante notre activité économique sont en grande partie inaccessibles aux 30 p. 100 des élèves du secondaire qui décrochent avant d'avoir reçu leur diplôme ou aux 38 p. 100 des Canadiens âgés entre 16 et 69 ans qui ne savent pas suffisamment lire pour répondre aux exigences quotidiennes en matière de lecture.

D'autres recherches, des programmes de formation et d'enseignement améliorés et la collecte et la diffusion élargies de l'information fourniront une meilleure base de connaissances qui permettront de prendre des décisions judicieuses. Si l'on veut réaliser un développement plus durable, il est impératif de former les gens de manière à ce qu'ils puissent accéder à ces connaissances, les utiliser et y participer. Les perspectives d'emploi liées à la collecte et à la diffusion de l'information ainsi qu'à la formation des gens sur la manière d'y accéder et de l'utiliser sont énormes.

## ÉLÉMENTS D'ENTENTE ENTRE LES PARTICIPANTS

1. Il faut un changement fondamental dans la culture et le fonctionnement du gouvernement. Le rôle approprié des politiques, des programmes et des organismes gouvernementaux est d'offrir un leadership, une facilitation et des partenariats, et non de contrôler et d'exécuter.
2. Il faut définir un nouvel ensemble de rapports afin d'exploiter les meilleures idées issues d'organismes des secteurs public, privé et communautaire. Pour que des alliances efficaces puissent répondre aux besoins de toutes les parties, elles doivent être sous l'égide d'entités indépendantes, qui favorisent les partenariats et la synergie.
3. La réalisation du développement durable repose sur des stratégies de gestion adaptées aux besoins particuliers, et non sur une approche descendante.
4. Une meilleure utilisation des fonds actuels, sans fonds supplémentaires, peut permettre de financer les investissements requis. Il est essentiel de rendre des comptes aux personnes touchées par les décisions en matière de dépenses afin de veiller à l'utilisation la plus productive qui soit des ressources financières relativement rares.
5. Le rôle approprié des programmes de formation et d'assistance sociale consiste à améliorer la capacité des particuliers, des entreprises et des collectivités à profiter des possibilités qui se présentent.
6. La gestion coopérative des ressources naturelles représente la meilleure approche à la promotion d'une gérance à long terme. En combinant les objectifs des politiques publiques avec les résultats des bonnes sciences, des expériences et des connaissances locales, on obtient la façon la plus judicieuse et la plus sensible d'utiliser les ressources naturelles.
7. Les approches globales et interdisciplinaires à la résolution des problèmes donnent lieu aux solutions les plus élégantes et les moins onéreuses. La réalisation simultanée de plusieurs objectifs a pour effet de diminuer les coûts, de réduire le fardeau sur l'environnement et de répondre aux besoins d'un plus grand nombre de personnes.
8. Les décisions et les stratégies de développement qui tiennent compte des valeurs sociales et spirituelles, et les respectent, seront plus largement acceptées et appuyées. L'ignorance de ces valeurs donne lieu à des conflits.
9. Les approches linéaires à la production et à la consommation contreviennent à tous les systèmes biologiques connus. La protection et la restauration de l'intégrité environnementale exigent des systèmes cycliques qui éliminent les déchets.
10. C'est en réalisant la valeur maximale de nos ressources humaines, financières et naturelles que nous obtiendrons les meilleurs gains aux meilleurs coûts. Si on continue de tenir l'abondance pour acquise, on devra tôt ou tard en payer le prix.

## GÉNÉRATEURS D'EMPLOIS DURABLES

Parmi les activités durables cernées par les participants à la réunion à titre de générateurs d'emplois importants au Canada, il y a celles qui suivent.

### L'amélioration des infrastructures

- Modernisation complète des immeubles afin d'améliorer leurs systèmes d'énergie, d'approvisionnement en eau, de collecte des déchets et de qualité de l'air intérieur, et de réduire l'ensemble des coûts d'exploitation;
- Élaboration et utilisation de systèmes de transport qui favorisent la marche, la bicyclette, les transports en commun, le train, les véhicules de livraison et de transport en commun mus à l'énergie solaire, au biocarburant, à l'hydrogène et à l'électricité;
- Utilisation fortement accrue des énergies renouvelables et des technologies de cogénération dans le but de fournir de l'électricité;
- Accroissement de la plantation d'arbres et de l'aménagement d'espaces verts dans les centres urbains; et
- Systèmes de traitement des eaux usées qui intègrent et imitent les processus biologiques et qui retournent des éléments nutritifs dans le sol.

### L'accès aux connaissances et leur utilisation

- Élargissement, extension et enrichissement de l'autoroute électronique partout au Canada et à l'échelle mondiale;
- Formation en informatique pour des millions de personnes;
- Centres d'apprentissage à distance qui s'appuient sur des bases de données interactives et des réseaux d'information et de vidéos pour enseigner des compétences adaptées aux besoins des collectivités locales et des particuliers;

- Meilleure cartographie de l'exploitation des terres, avec délimitation des zones d'importance écologique, culturelle et économique;
- Amélioration des inventaires du fond marin, du tapis forestier, des zones humides et d'autres environnements en vue de décisions plus judicieuses en matière de gestion des ressources et pour fournir des paramètres qui serviront à mesurer les changements; et
- Diffusion et assimilation des connaissances traditionnelles.

### La protection, l'exploitation et le renouvellement des ressources naturelles

- Gestion et exploitation plus durables des ressources agricoles, forestières et halieutiques;
- Valeur ajoutée aux produits — agricoles, forestiers, halieutiques et miniers;
- Utilisation accrue de l'aquaculture pour satisfaire à la demande grandissante pour des produits du poisson et des fruits de mer;
- Évaluation du potentiel économique des espèces sous-exploitées; et
- Protection, gestion et restauration de l'écosystème.

### Le développement, la commercialisation et l'utilisation des technologies environnementales

- Afin de réduire la consommation d'énergie et de matériaux;
- Afin de recueillir, de trier et de traiter les matériaux recyclables de sorte qu'ils puissent être réutilisés sous forme de produits de valeur;
- Afin de nettoyer, de réduire et d'éliminer les flux de déchets;
- Afin de restaurer les milieux dégradés;

- Afin de réduire l'utilisation de substances toxiques, telles que les organochlorés et les métaux lourds; et
- Afin de respecter les accords internationaux sur l'environnement ainsi que les engagements nationaux en vue de réduire l'appauvrissement de l'ozone, de ralentir le changement climatique et de protéger la diversité biologique.

### **Les industries de service**

- Prestation de soins de qualité aux enfants et aux personnes âgées;
- Développement d'activités touristiques durables axées sur des sites d'intérêt et d'importance environnementale, culturelle et historique;
- Soins des pelouses et des jardins selon les principes écologiques et la lutte biologique;
- Recours accru aux méthodes d'évitement des conflits et de médiation afin de résoudre les différends à l'égard des ressources;
- Maintien de la santé et prévention des maladies;
- Amélioration de la commercialisation des produits, des services et des technologies respectueux de l'environnement et de la société; et
- Services de recherche, d'évaluation, de surveillance et de gestion de l'environnement.

## SECTEURS HAUTEMENT PRIORITAIRES

### La modernisation des immeubles

Selon Glenn McKnight, de la *Energy Conservation Society of Ontario*, l'amélioration du rendement énergétique et de la consommation de l'eau ainsi que la réduction des déchets dans tous les genres d'immeubles sont parmi les générateurs d'emplois les plus importants de toute l'économie — pouvant créer au moins 100 000 nouveaux emplois. De plus, de tels emplois peuvent presque être créés du jour au lendemain. Ils réduisent la nécessité d'une capacité de production onéreuse et à fort coefficient de capitaux et offrent des avantages énormes pour l'environnement. Les emplois seraient en grande partie autofinancés. Ils pourraient être lancés grâce à des programmes de formation améliorés, à des politiques d'infrastructures et budgétaires proactives et à des mécanismes novateurs de financement.

Les Canadiens sont les plus grands consommateurs d'énergie par habitant dans le monde. Si nos hivers rigoureux et les grandes distances y sont pour quelque chose, la vétusté des immeubles, la désuétude des technologies et des règlements ainsi que le manque de sensibilité à l'égard des avantages du rendement énergétique sont des facteurs tout aussi importants.

La faiblesse des prix de l'énergie, attribuable en partie aux subventions et au fait que l'on ne tient pas compte des coûts environnementaux, décourage les investissements au chapitre du rendement énergétique. On estime, par exemple, que les subventions versées au secteur canadien du combustible fossile se chiffrent à 4 milliards de dollars par année. L'examen du budget fédéral révèle que pour chaque dollar consacré au rendement énergétique, environ 100 \$ sont versés à la promotion des combustibles fossiles. Les structures de tarification qui réduisent les taux unitaires pour les grands consommateurs sont aussi des facteurs de dissuasion. De plus, un grand nombre de services publics, propriétés des gouvernements, sont tenus à l'écart des pressions

concurrentielles qui modifient le visage des marchés de l'électricité aux États-Unis et ailleurs.

Considérés comme une forme de gestion de la demande, les investissements qui réduisent la consommation d'énergie créent jusqu'à quatre fois plus d'emplois par dollar investi que ne le font les investissements dans les grandes centrales électriques. La plupart des consommateurs ne sont pas vraiment intéressés à acheter des kilowattheures d'électricité ou des BTU de gaz naturel. Ce qu'ils veulent, c'est chauffer leur maison, leur bureau, leur usine et leur école, avoir suffisamment de lumière pour lire et travailler, pouvoir compter sur des moteurs qui font fonctionner leur équipement et avoir de l'eau chaude.

Les progrès technologiques récents en matière de conception des bâtiments, des matériaux d'isolation, du matériel de chauffage et de refroidissement, des fenêtres, des contrôles électroniques, de l'éclairage, des moteurs et des appareils ménagers peuvent réduire considérablement la consommation d'énergie tout en offrant des services comparables ou supérieurs à moindre coût. Cependant, il est essentiel d'effectuer des études de sites afin de

cerner les économies potentielles, de trouver des moyens de financement souples et de fournir un meilleur accès à l'information si on veut que les consommateurs investissent dans de telles améliorations.

### Financement

Un nouveau secteur en croissance très rapide, composé d'entreprises de services éconergétiques, de concepteurs et d'ingénieurs novateurs, facilite les économies d'énergie. De telles entreprises effectuent sur place des vérifications de l'utilisation de l'eau et de l'énergie, recommandent toute une gamme d'améliorations et financent l'ensemble du projet. Le remboursement se fait principalement à partir des économies que réalisent les consommateurs sur leurs factures de services publics. Cette pratique a commencé dans

*L'amélioration du rendement énergétique et de la consommation de l'eau ainsi que la réduction des déchets dans tous les genres d'immeubles sont parmi les générateurs d'emplois les plus importants de toute l'économie.*



les grandes écoles, les hôpitaux, les usines et les immeubles à bureaux, et elle s'étend maintenant aux établissements plus petits et aux maisons privées.

*Rose Technology Group Limited* est la principale entreprise de services éconergétiques du Canada, en plus d'être celle qui croît le plus rapidement. Grâce à ses bureaux répartis dans huit villes et cinq provinces, les économies qu'elle permet de réaliser au chapitre de l'énergie et de l'environnement commencent à s'accumuler. Au cours de 1993, les projets de RTG se sont traduits par des économies de 8,4 millions de dollars en

énergie et en coûts d'exploitation, ils ont créé 2 000 années-personnes d'emplois directs et indirects et ils ont réduit la demande d'électricité de 66 millions de kilowattheures, la consommation de gaz naturel de 430 millions de pieds cubes et la consommation de mazout de 3 millions de litres.

Le marché des services éconergétiques est beaucoup plus développé aux États-Unis, où les sociétés d'électricité et les entreprises indépendantes de services éconergétiques sont engagées dans le financement de l'amélioration du rendement. La production et le transport de

---

Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie de l'Ontario ainsi que jobsOntario ont récemment lancé deux projets dans le but de promouvoir l'écologisation des maisons et des entreprises. Grâce à un investissement de 41,8 millions de dollars pour les trois prochaines années, on s'attend à ce que le programme stimule la demande pour les produits et les services respectueux de l'environnement, incite le secteur privé à dépenser et à investir dans la modernisation «verte» et qu'il crée quelque 12 000 emplois. Les deux programmes sont le prolongement de projets pilotes existants.

Le programme Home Green Ups, dont le financement s'élève à 26,4 millions de dollars, fera la promotion de l'économie d'énergie, de la conservation de l'eau et de la réduction des déchets dans quelque 250 000 foyers de 23 collectivités ontariennes. Des projets pilotes établis dans sept collectivités se sont déjà traduits par 4 000 évaluations résidentielles. Les améliorations suggérées et mises en oeuvre ont déjà réduit la consommation de l'eau de 25 p. 100, la consommation de l'énergie de 15 p. 100 et la production de déchets de 15 p. 100. Elles ont généré quelque 5 millions de dollars en investissements provenant des municipalités et du secteur privé, en plus de créer 150 nouveaux emplois. Les évaluations comptent souvent l'installation sur place de produits éconergétiques et efficaces en matière d'utilisation de l'eau. Les vérificateurs donnent également en référence le nom d'entrepreneurs locaux et de fournisseurs accrédités. Par ailleurs, le Canada Trust a mis en oeuvre le programme Enviroloan dans le but de financer les améliorations suggérées.

Le programme Green Industrial Analyses and Retrofits, qui bénéficie d'un financement de 15,5 millions de dollars, s'appuie sur une approche de partage des coûts. On s'attend à ce qu'il aide environ 90 entreprises à effectuer quelque 200 réaménagements écologiques. Au cours de la première étape du processus, le ministère assumera jusqu'à 75 p. 100 des coûts de l'analyse effectuée par un ingénieur-conseil. On encouragera ensuite l'entreprise ayant fait l'objet de l'évaluation à investir les sommes nécessaires pour réaliser les économies cernées. Le ministère couvrira jusqu'à 30 p. 100 des coûts, soit une contribution maximale de 300 000 \$, pour les programmes de modernisation dont le délai de récupération des coûts est supérieur à un an et demi.

Un projet pilote réalisé auprès de neuf entreprises industrielles a permis de cerner des économies potentielles d'environ 8,6 millions de dollars par année. Le coût des projets de conservation et de réduction des déchets proposés s'élève à 21 millions de dollars, avec un délai de récupération moyen de deux ans et demi.

l'électricité sont maintenant ouverts à la concurrence et les avantages économiques et environnementaux transforment peu à peu le secteur des services publics. Les nouvelles politiques de réglementation, qui permettent aux services publics de bénéficier des baisses de ventes d'électricité, ont fait passer les dépenses de ces derniers en matière d'efficacité énergétiques de 900 millions de dollars en 1989 à 2,3 milliards de dollars en 1992. Tous en bénéficient — les services publics, les consommateurs et l'environnement.

Les spécialistes en énergie qui ont participé à la réunion sur l'emploi et le développement durable ont indiqué à maintes reprises le manque de capitaux comme obstacle à la modernisation écoénergétique des bâtiments au Canada. Parmi les suggestions en vue d'améliorer la situation, il y a celles-ci :

- Modifier les règlements des régies des services publics afin de permettre à ces derniers de bénéficier d'un meilleur rendement sur leurs investissements en matière d'efficacité énergétique;
- Permettre aux caisses de retraite et aux REER d'investir dans des entreprises de services écoénergétiques;
- Permettre aux services publics de financer des entreprises de services écoénergétiques;
- Faciliter l'accès aux emprunts et au crédit auprès des banques et des caisses populaires ou *credit unions*;
- Fonds de crédits renouvelables financés par le gouvernement ou les services publics;
- Permis commercialisables et échangeables pour la consommation d'énergie et les émissions de dioxyde de carbone; et
- Efforts en vue d'accroître la sensibilité des propriétaires d'immeubles, des investisseurs, des organismes de réglementation et des organismes gouvernementaux à l'égard des avantages économiques et environnementaux du rendement énergétique.

### *Effets sur l'emploi*

Les perspectives d'emploi sont nombreuses en évaluation du rendement énergétique des

immeubles, en services de consultation auprès des propriétaires sur les modernisations rentables, en fabrication, en commercialisation et en vente de produits écoénergétiques et en installation de technologies améliorées.

Étant donné qu'environ 30 p. 100 des travailleurs de la construction se trouvaient sans emploi au premier trimestre de 1994 et que 75 p. 100 des dépenses de construction étaient consacrées à la rénovation, il serait possible de rénover notre stock d'immeubles et de remettre des gens au travail. Grâce aux techniques disponibles, les améliorations en profondeur peuvent réduire de façon économique la consommation d'énergie d'environ 30 p. 100. Dans les immeubles plus grands et âgés d'au moins 30 ans, la consommation d'énergie peut être coupée de moitié.

En Colombie-Britannique, on utilise les *Building Environmental Performance Assessment Criteria* (BEPAC), élaborés récemment, afin d'évaluer le rendement environnemental des anciens comme des nouveaux immeubles à bureaux. On évalue le rendement de l'immeuble en fonction de la protection de la couche d'ozone, des incidences de la consommation d'énergie sur l'environnement, de la qualité de l'environnement intérieur, de la conservation des ressources, de l'utilisation du site et du transport. De telles évaluations constituent un outil de gestion, de planification stratégique, de conception, de communication et d'éducation publique. On s'attend à ce que les investissements qui devraient résulter des évaluations génèrent une demande pour des produits et services écologiques et créent de nouveaux emplois.

Au niveau fédéral, un plan visant à moderniser et à améliorer 50 000 immeubles publics pourrait créer des milliers d'emplois et générer des revenus de un milliard de dollars dans le secteur de la construction. L'initiative fédérale dans le secteur du bâtiment sera financée par des fonds privés sans qu'il n'en coûte un sou aux contribuables. Dans le cadre d'un projet pilote mené à Ottawa, les investissements dans le rendement énergétique de quatre bâtiments s'élèvent à 1,7 million de dollars et permettront de réduire les coûts d'énergie de 400 000 \$ annuellement. Après des années de difficultés administratives, 81 projets sont maintenant en cours et on s'attend à ce que 19 autres viennent s'ajouter d'ici la fin de 1994.

### Formation

Les jeunes, les sans-emplois et les travailleurs plus âgés doivent bénéficier de programmes de formation améliorés et exhaustifs afin de pouvoir effectuer les milliers d'évaluations et de modernisations éconergétiques nécessaires à l'échelle du pays. Les participants à la réunion sur l'emploi et le développement durable s'entendent sur le fait qu'il faut élaborer des normes de formation et des programmes d'accréditation reconnus partout au Canada. La formation intégrée dans plusieurs domaines doit être jumelée à l'accès en direct à l'information sur les techniques du bâtiment, les pratiques et les codes les plus récents.

La majorité des travaux de rénovation et de construction effectués au Canada sont présentement réalisés par des particuliers formés en cours d'emploi. L'absence de centres d'éducation officiels, de possibilités d'apprentissage à distance ou par ordinateur et de programmes d'apprentis reconnus gêne l'accès aux métiers de la construction et rend difficile l'adoption des progrès récents en conception et en techniques de modernisation.

Glenn McKnight, de la *Energy Conservation Society of Ontario*, propose la création de centres d'apprentissage autogéré, dont le personnel serait composé de personnes de métier compétentes, afin de combler une telle lacune. Fondés sur l'encadrement plutôt que sur l'enseignement traditionnel, les centres offrirait aux stagiaires une formation de base aux métiers de la construction et les guideraient vers les sources directes de l'information la plus récente touchant leur champ d'intérêt.

Des services de renseignements par télécopieur, des manuels de formation mis à jour à intervalles réguliers et disponibles sur disquette, des babillards électroniques et des réseaux d'ordinateurs permettraient aux stagiaires et aux gens de métiers d'avoir accès aux mises à jour des codes du bâtiment, aux nouvelles technologies et aux sources de matériaux de construction plus

écologiques. Les chaînes de télévision par câble, le CD-ROM, la vidéoconférence et les visites sur le terrain pourraient être utilisés pour présenter les progrès les plus récents.

### Le tourisme

Le Canada est la septième destination touristique la plus populaire dans le monde. Le secteur a généré un chiffre d'affaires de 25,4 milliards de dollars en 1992 et il s'est classé au quatrième rang à l'échelle nationale pour les recettes en monnaies étrangères. Un demi million de personnes travaillent directement dans le secteur et beaucoup plus bénéficient des dépenses effectuées localement par les touristes. Un grand nombre de

visiteurs sont attirés par les sites pittoresques, la faune abondante et les grands espaces du Canada. Les sites historiques, les traditions culturelles des Premières Nations et d'autres groupes ainsi que l'industrie autochtone sont des atouts importants qui pourraient être développés davantage.

Les touristes suisses et allemands sont fascinés par la culture autochtone et par le désir de revivre l'époque du *Far West*. Les habitants des villes très peuplées de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord viennent au Canada pour se reposer des foules, de la congestion des zones urbaines, des espaces surdéveloppés et du rythme effréné de leur vie quotidienne. Ils veulent profiter d'un tourisme axé sur la nature, d'événements musicaux

et multiculturels ainsi que d'activités de loisir et de sport de qualité. Ils apprécient également les faibles taux de criminalité et l'ambiance agréable des grandes villes du Canada.

Les écosystèmes en santé et la riche diversité biologique constituent des attraits de premier ordre partout au Canada. En 1991, les touristes canadiens et américains ont dépensé 9 milliards de dollars dans des activités liées à la pêche et à la faune. Des touristes des six grands marchés étrangers viennent surtout visiter les parcs nationaux, provinciaux et régionaux ainsi que les sites historiques et participer à des activités sportives et de plein air. L'adoption de pratiques

*L'adoption de pratiques touristiques plus respectueuses de l'environnement aidera le Canada à sauvegarder la biodiversité, à rehausser la sensibilité des touristes à l'égard de l'environnement et à ouvrir de nouveaux marchés qui pourront créer de l'emploi et de nouvelles entreprises.*

touristiques plus respectueuses de l'environnement aidera le Canada à sauvegarder la biodiversité, à rehausser la sensibilité des touristes à l'égard de l'environnement et à ouvrir de nouveaux marchés qui pourront créer de l'emploi et des entreprises et améliorer les économies régionales.

### *Tourisme écologique*

Le tourisme écologique, qui réduit de beaucoup les incidences sur l'environnement, est un créneau en pleine évolution. La valeur du seul marché américain est estimée à 43 millions de dollars et elle ne cesse de grimper. Il y a des débouchés tant dans le secteur de la consommation — chasse et pêche — que dans celui de la non-consommation — observation de la nature et tourisme d'aventure. Certains touristes écologiques ne recherchent que le sentiment de bien-être que procurent l'observation par la fenêtre d'un chalet, une excursion pittoresque en bateau ou la photographie de scènes que l'on montre à des amis une fois rentré à la maison. D'autres viennent pour participer à des «aventures faciles», comme les escalades d'une journée, les randonnées à vélo sous escorte et la voile. D'autres encore recherchent des «aventures difficiles», telles que le canotage en eau rapide, le kayak en mer et les excursions en forêt ou les escalades en montagne.

L'observation, la photographie, l'étude de la faune et la simple «participation à la nature» sont des activités de plus en plus populaires. Il faut cependant veiller à ce que l'augmentation du nombre de visiteurs dans certaines régions ne cause aucun dommage à la population faunique et aux divers habitats. Les gens qui viennent observer les baleines, les ours polaires, les caribous, les mouflons et les diverses espèces d'oiseaux sont souvent intéressés à en savoir plus sur l'animal en question et sur la manière de le protéger. La présence de guides compétents, l'information scientifique adaptée aux touristes et la sensibilité aux attentes des clients peuvent accroître l'effet multiplicateur dans le secteur. Les services touristiques peuvent améliorer la sensibilité à l'égard de l'environnement en mettant en pratique ce qu'ils prêchent. L'utilisation de toilettes de compostage, de chauffe-eau solaires et d'aliments biologiques produits localement font partie des stratégies de protection. Les gouvernements peuvent appuyer le tourisme écologique en

complétant les réseaux de parcs nationaux et de zones protégées à l'échelle du Canada.

On se préoccupe de plus en plus du fait que les activités de tourisme écologique soient réalisées de manière responsable. Étant donné que le secteur dépend des ressources naturelles d'une région donnée, la protection et l'amélioration de l'environnement sont des aspects extrêmement importants. La pollution, l'utilisation concurrentielle des terres et le développement non contrôlé peuvent réduire le potentiel à long terme du secteur. Les participants à la réunion sur l'emploi et le développement durable ont souligné la nécessité de mettre en oeuvre des programmes d'accréditation et de formation afin de veiller à ce que les exploitants respectent les normes les plus élevées. On a grandement besoin de lignes directrices, de codes pratiques et d'indicateurs servant à mesurer les incidences et les réussites des projets touristiques afin de favoriser les pratiques durables. Par contre, il faut être très attentif et faire en sorte que les petits exploitants soient appuyés plutôt que gênés par de telles restrictions.

Les touristes écologiques sont habituellement issus d'une élite bien informée et exigent un service supérieur en matière de transport, d'équipement et de nourriture ainsi que des guides et des chefs de groupes compétents. À Terre-Neuve et au Labrador, où le tourisme écologique est perçu comme un débouché important du point de vue de l'économie et de l'emploi, la *Economic Recovery Commission* a cerné des faiblesses notamment quant au «manque d'infrastructures adéquates — hébergement, marinas, sentiers, services d'interprétation, par exemple — et en partie quant aux compétences professionnelles et à la qualité des services personnels offerts par des particuliers et des entreprises qui essaient de pénétrer le marché mondial du tourisme d'aventure.» Il faut se pencher sur de telles faiblesses dans plusieurs autres nouveaux créneaux touristiques.

### *Tourisme rural*

Dans le cadre de l'évaluation de leurs forces et de leurs perspectives d'avenir, plusieurs petites villes et régions rurales se tournent vers le tourisme comme moyen de promouvoir le développement économique et la création d'emplois. Pour qu'une stratégie touristique réussisse, il est essentiel que la collectivité concernée choisisse son créneau

particulier et qu'elle développe les marchés et les infrastructures nécessaires. Bien qu'il soit peu probable que le tourisme puisse à lui seul soutenir plusieurs collectivités, il contribue à la diversification économique et fournit des emplois là où les besoins sont les plus pressants.

Il est important d'avoir l'appui d'une grande partie de la collectivité pour que le nouveau projet soit viable. La plupart des collectivités sont fières de montrer leur richesse culturelle, leurs sites pittoresques, leurs réalisations et leurs traditions, mais elles ne veulent pas que des visiteurs ou des aménagements viennent modifier le caractère de leur région. Les chambres d'hôtes, les musées, les événements culturels, les concerts et les excursions en plein air obtiendront probablement un appui chaleureux, tandis que les grands parcs thématiques et les activités qui nuisent à l'environnement seront sans doute fortement critiqués.

*La collaboration entre les collectivités avoisinantes peut permettre à toute une région de profiter des avantages qu'offre le tourisme.*

«Le plus grand défi consiste à développer la capacité de gestion à l'intérieur de la collectivité plutôt que d'importer les compétences et le savoir-faire», écrit Walter Jamieson dans *Les Perspectives d'emploi du tourisme rural durable*. Pour que les recettes demeurent à l'intérieur de la collectivité, «les randonnées et les pourvoies doivent être axées sur des voyages guidés et exploités localement. Cela permet de veiller à ce que l'on utilise des aliments et des guides locaux tout en offrant un certain contrôle sur les déplacements et les activités des touristes dans la région.»

Afin de se pencher sur le manque flagrant de formation et d'accès à l'éducation, le *Rural and Small Town Research Studies Programme* de l'université Mount Allison (Nouveau-Brunswick), le *Centre for Liveable Communities* de l'université de Calgary et *WESTARC* de l'université de Brandon ont récemment créé le *Canadian Community Development and Applied Research Consortium* et ont cerné le tourisme rural comme leur principal domaine de recherche coopérative et d'activités de développement en planification et en gestion touristiques. Des programmes de formation et d'enseignement seront offerts sous diverses formes, y compris par l'enseignement en

classe, l'enseignement à distance, l'apprentissage individualisé sur ordinateur ainsi que les publications et les manuels adaptés aux participants de la collectivité.

La création de centres de soutien du tourisme rural est une autre mesure appuyée par Jamieson. Possédant les compétences nécessaires pour effectuer des études de marchés, analyser et promouvoir ces derniers, les centres offriront également un soutien administratif, en communications et en établissement de réseaux. La collaboration entre les collectivités avoisinantes peut permettre à toute une région de profiter des avantages qu'offre le tourisme.

Les centres de soutien pourraient aussi abriter des bureaux d'information touristique ou y participer activement. Des lignes téléphoniques sans frais et des babillards électroniques pourraient offrir des renseignements à jour aux voyageurs, partout dans le monde. Cela pourrait inclure la liste des établissements d'hébergement respectueux de l'environnement, des chalets et des terrains de camping, les horaires des événements culturels et des festivals de la région, ainsi que de l'information sur les jours fériés. La vie sur une ferme ou dans un village de pêcheurs, la restauration biologique et un séjour dans une famille autochtone afin de vivre sur ses terres peuvent être des activités très attrayantes. À Kenora, la *Treaty 3 Cultural Tourism Association* a récemment fait installer une ligne sans frais afin de donner de l'information aux visiteurs sur les pow-wows, la musique, la danse, l'art et l'artisanat autochtones.

#### *Besoins du secteur touristique et avantages pour la collectivité*

En encourageant le tourisme rural et environnemental, les collectivités peuvent :

- Accroître les ressources disponibles pour protéger, conserver et restaurer leur patrimoine naturel et culturel;
- Maintenir et raviver les traditions locales et les arts d'interprétation;
- Développer et soutenir l'artisanat local;

- Aménager et restaurer les sites historiques;
- Faire connaître le savoir-faire et les métiers autochtones, comme la pêche, l'exploitation forestière, l'exploitation minière et le trappage;
- Améliorer la visibilité de la collectivité et susciter ainsi d'autres activités de développement économique.

L'amélioration de la qualité de l'activité touristique est souvent le moteur principal de l'accroissement des recettes et de l'emploi. La qualité des services commence par les systèmes de commercialisation et de réservation, pour s'étendre ensuite à l'ensemble des activités. Un programme de formation qui met l'accent sur la satisfaction de la clientèle peut inclure des cours de langues étrangères et de sensibilisation aux diverses cultures ainsi que de l'information sur l'histoire, l'écologie, les entreprises, les services et les sites d'intérêt du milieu. Du personnel des cuisines à celui de l'entretien ménager, en passant par l'entretien des terrains et les centres d'affaires, l'amélioration du rendement en matière de qualité et d'environnement peut attirer plus de clients, réduire les coûts et se traduire par des emplois plus nombreux et mieux rémunérés dans un secteur considéré depuis toujours comme peu spécialisé.

On s'attend à ce qu'un programme de formation annoncé récemment par Développement des ressources humaines Canada et conçu pour améliorer les services touristiques crée quelque 9 500 nouveaux emplois et améliore les compétences de 33 500 personnes oeuvrant déjà dans le secteur. Si des travailleurs à faible salaire et peu spécialisés perçoivent des possibilités d'avancement, ils peuvent renforcer grandement un secteur en pleine croissance et favoriser l'expansion d'entreprises locales complémentaires. Les groupes de musiciens, les artisans, les pourvoyeurs, les organismes de protection de l'environnement et tout un éventail de fournisseurs en alimentation et en équipement pourraient en profiter. Largement reconnu comme le chef de file actuel en matière écologique, le

*L'amélioration de la qualité de l'activité touristique est souvent le moteur principal de l'accroissement des recettes et de l'emploi.*

réseau Hôtels et Villégiatures Canadien Pacifique a récemment publié le *Green Partnership Guide*, qui pourrait être fort utile aux programmes de formation. Les conseils qu'on y donne et qui sont destinés au personnel hôtelier et aux fournisseurs peuvent également s'appliquer à de nombreux exploitants touristiques partout au pays.

### **Le renouvellement des forêts et des collectivités forestières**

Le Canada vient au troisième rang dans le monde quant à la superficie des terres forestières, soit après l'ancienne URSS et le Brésil. Environ 10 p. 100 des forêts productives et le tiers des forêts boréales du monde entier se trouvent au Canada. Les produits du bois, y compris les pâtes et papiers, représentent la principale exportation du Canada, soit 25 milliards de dollars annuellement, et nous placent au premier rang dans

le monde en matière d'exportation de produits du bois. Le secteur emploie directement et indirectement près de 900 000 personnes, ou 6 p. 100 de la main-d'oeuvre nationale. Environ 350 collectivités et 7 000 entreprises dépendent presque entièrement de l'exploitation forestière ou des pâtes et papiers.

Comme c'est souvent le cas lorsqu'on bénéficie d'une ressource en abondance, «pendant des décennies, nos forêts ont été tenues pour acquises; les coupes ont été trop intenses et on a très peu réinvesti dans nos terres», écrivait le premier ministre de la Colombie-Britannique, Mike Harcourt, dans le *Forest Renewal Plan* de la province publié récemment. En 1988, on indiquait dans le rapport du vérificateur général du Canada que «d'importantes pénuries de bois sont maintenant signalées localement dans chacune des provinces. Le repeuplement des terres forestières productives n'a pas été effectué au

*«Pendant des décennies, nos forêts ont été tenues pour acquises; les coupes ont été trop intenses et on a très peu réinvesti dans nos terres.»*

*Mike Harcourt, premier ministre de la CB.*

même rythme que la récolte, ce qui menace la productivité future des forêts.» Les taux de régénération et de repeuplement ont toujours enregistré un retard par rapport à la récolte.

Il s'agit là d'un contraste frappant avec la Suède où, après de nombreuses décennies de récolte excessive, les régions forestières connaissent une croissance, en termes absolus. Aujourd'hui, la croissance annuelle des forêts suédoises, qui est de 100 millions de mètres cubes, dépasse la récolte annuelle évaluée à 70 millions de mètres cubes.

#### *Pratiques de gestion durables*

La Colombie-Britannique, où 94 000 personnes détiennent un emploi direct dans le secteur forestier et où 140 000 autres dépendent du secteur pour vivre, a récemment lancé un programme de 2 milliards de dollars et d'une durée de 5 ans qui prévoit notamment le recyclage des travailleurs forestiers dans des emplois liés à la conservation. Presque la moitié des recettes des droits de coupe plus élevés sera consacrée à l'amélioration du reboisement et de l'entretien des forêts, à l'augmentation des superficies destinées à la plantation d'arbres et à la recherche et au développement en sylviculture. D'autres investissements serviront à la réhabilitation des rivières, des ruisseaux, des bassins hydrographiques et des versants, à la protection et à la reconstitution des stocks de poissons, d'animaux sauvages et autres ressources naturelles, ainsi qu'à la recherche sur les pratiques forestières sans danger pour l'environnement.

En raison de l'activité courante, la récolte forestière en Colombie-Britannique devrait diminuer de 15 à 30 p. 100 au cours des 50 prochaines années. Même avec de tels investissements, il faudra au moins 100 ans pour que les niveaux de récolte reviennent à leur valeur actuelle.

Des pratiques de gestion plus intensives des écosystèmes et des forêts, y compris la récolte sélective afin d'éclaircir les jeunes peuplements, pourraient se traduire par un grand nombre de nouveaux emplois. La plantation manuelle, l'éclaircissage, le contrôle des clairières et le débroussaillage offrent des possibilités aux travailleurs forestiers et aux membres des Premières Nations, qui intègrent en plus grands nombres la main-d'oeuvre forestière. En Alberta, où les herbicides forestiers sont interdits, on contrôle maintenant de façon efficace la croissance non voulue et on protège mieux l'habitat faunique. Au Nouveau-Brunswick, certains exploitants reviennent aux équipements tirés par des chevaux.

Derrière tout nouveau programme forestier, il faut une meilleure compréhension du fonctionnement des forêts et de l'interaction entre les diverses essences et les écosystèmes. L'amélioration des inventaires et les efforts de collecte de données sont des sources potentielles de nouveaux emplois, tant directs qu'en termes des retombées liées à l'intensification de la recherche.

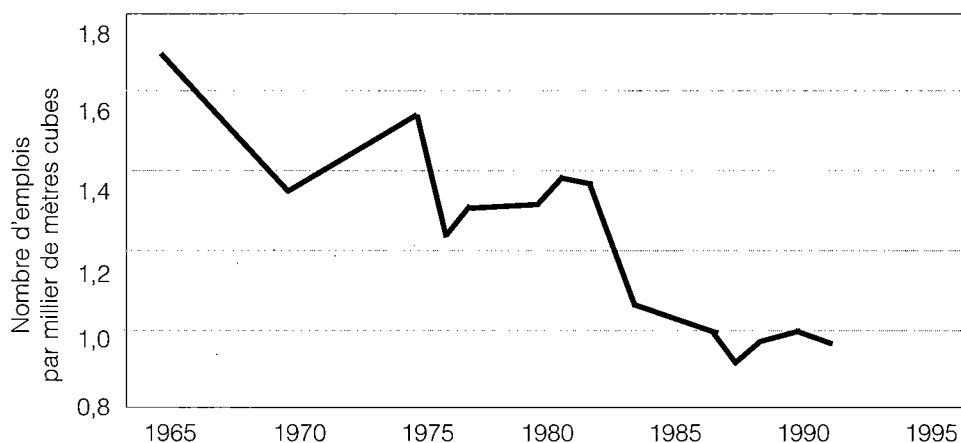
Le Programme des forêts modèles du gouvernement fédéral, en cours sur 10 sites répartis dans 8 provinces, met en oeuvre des pratiques forestières écologiques dans une vaste gamme de milieux forestiers. Le prolongement logique du programme serait de mettre l'accent sur les possibilités d'emplois connexes.

#### *Valeur ajoutée aux produits du bois*

L'exportation du bois peu ou pas transformé se traduit essentiellement par l'exportation d'emplois canadiens. Étant donné que la plus grande partie de la récolte de bois au Canada se retrouve dans les scieries et dans les usines de pâte à papier, de nombreuses possibilités d'emploi sont perdues. Dans le cadre du Plan de régénération forestière

Le *Meadow Lake Tribal Council* (Saskatchewan) est à mettre en oeuvre un plan d'une durée de 220 ans afin de maximiser la biodiversité et la valeur de ses forêts. Les exigences qu'il s'est lui-même imposées quant à la structure d'âges des forêts, à l'habitat des orignaux, des chevreuils et des caribous, à l'approvisionnement en eau, au partage des bénéfices dans la communauté et à la valeur économique nette actuelle ont pour but de veiller à la santé économique et environnementale de la communauté pour plusieurs années à venir.

### Tendance historique des emplois par volume de bois récolté



Source : Forest Renewal Plan (Colombie-Britannique)

de la Colombie-Britannique, on essaie de rapatrier ces emplois en favorisant la création et l'expansion d'entreprises à valeur ajoutée et en finançant la recherche et le développement dans le domaine des technologies de fabrication et des produits du bois.

Divers produits nouveaux fabriqués par *Canfor*, une des principales entreprises d'exploitation forestière de la Colombie-Britannique, font présentement leur apparition dans le marché. Il s'agit notamment de panneaux composites pour les automobiles, de pruche conçue à façon pour fabriquer des fenêtres au Japon, de panneaux de bois, de fibre de bois mélangée à des graines de graminées que l'on répand sur les versants et sur les rivages en pente afin de réduire l'érosion et de paillis pour pelouse.

*L'exportation du bois peu ou pas transformé se traduit essentiellement par l'exportation d'emplois canadiens.*

Plus loin dans la chaîne de transformation, le bois peut être utilisé pour fabriquer toute une série d'objets, comme des meubles et des cabinets, des pianos, des fenêtres, des instruments de musique à cordes, de l'artisanat, des cabanes en rondins et des mâts de totem. Aux États-Unis, la coupe de un million de pieds-planches de bois d'oeuvre crée environ 3 emplois. La conversion en bois de sciage génère 20 emplois et son utilisation dans la fabrication de meubles crée 80 emplois.

À Revelstoke (Colombie-Britannique), la *Community Forest Corporation* a été créée en 1993 dans le but d'acheter et de gérer une concession de ferme forestière. L'entreprise communautaire, dont la création a été approuvée par les résidents, a été financée par la ville et par la scierie locale. Les propriétaires de scieries manquaient en effet de bois du fait que ce sont des étrangers qui détenaient les concessions. Un lien plus étroit entre les collectivités ainsi que les provisions de bois et les installations de transformation pourrait aider à améliorer la responsabilité, les pratiques de gestion et l'intérêt dans la transformation à valeur ajoutée.



L'ajout d'une valeur aux ressources naturelles commence dans la forêt même, par une récolte judicieuse, le tri adéquat des essences de grande valeur et la sélection, par des classeurs, des arbres pouvant servir à une utilisation de grande valeur. Mais il est surprenant de constater qu'il n'y a que deux centres de recherche et de développement dans l'Ouest canadien où on essaie de trouver des utilisations à forte valeur ajoutée pour les produits du bois. Au Québec, là où on compte un plus grand nombre de petites entreprises de produits du bois, les articles à forte valeur ajoutée, comme les mobiliers de jardin, sont plus courants.

Charles Loewen, de *Loewen Windows* à Steinbach (Manitoba) — une entreprise qui bénéficie d'une forte présence dans le marché européen — déplore l'absence d'une industrie de transformation

artisanale du bois au Canada. Bien qu'il soit établi dans l'un des principaux pays du monde en ce qui a trait à la foresterie, M. Loewen doit se tourner vers l'Allemagne et la Hollande pour pouvoir communiquer avec des personnes compétentes. Il existe un manque flagrant de programmes de formation et d'apprentissage.

#### *Exploitation d'essences sous-utilisées et amélioration des efforts de commercialisation*

L'exploitation accrue d'essences sous-utilisées et le renforcement des activités de commercialisation à l'échelle nationale et internationale sont d'autres moyens de créer plus d'emplois en foresterie. Les essences sous-utilisées, comme le peuplier, commencent à être recherchées par les usines de panneaux OSB et de pâte à papier partout au Canada. Dans l'État de Washington, l'aulne, une essence de recrû sous-évaluée, est maintenant utilisé dans la fabrication de meubles et de panneaux. En Suède, une tentative en vue d'ajouter de la valeur à des essences sous-utilisées a mené à la création d'IKEA, une chaîne de magasins de meubles non assemblés qui connaît un succès commercial à l'échelle mondiale. Le temps est venu de réévaluer la valeur marchande potentielle d'une vaste gamme d'essences d'arbres et d'autres produits forestiers.

Le manque de coordination des efforts nationaux et internationaux de commercialisation constitue également un obstacle pour les entreprises forestières. C'est surtout en Nouvelle-Écosse, où 54 p. 100 des terres boisées sont la propriété de petits exploitants, que le besoin d'aide en matière d'exportation et de commercialisation se fait sentir. À l'heure actuelle, il n'existe aucune

structure comparable à celle des sociétés de commerce extérieur de l'Extrême-Orient. La création d'un guichet unique, sous la forme d'une maison de courtage compétente pour tous les produits du bois et du papier, aurait pour effet d'accroître considérablement les ventes à l'exportation.

Dans le secteur des pâtes et papiers, la fabrication du papier au Canada plutôt que l'exportation de la pâte créerait plus d'emplois. La demande croissante à l'échelle

internationale pour le papier recyclé pourrait aussi créer bon nombre d'emplois. Comme le démontre la perte récente de plusieurs gros contrats de vente de papier, si le Canada n'est pas attentif et s'il ne répond pas aux tendances des marchés et à la réglementation d'autres pays, il risque de perdre argent et emplois. Par contre, s'il devance les marchés, il pourrait obtenir des contrats et développer de nouvelles affaires.

La transformation plus efficace des produits du bois et la diversification de l'utilisation des forêts pourraient aussi se traduire par la création d'emplois dans d'autres secteurs. On utilise de plus en plus les résidus du bois pour faire fonctionner les scieries et les usines de pâte. Le chauffage domestique et commercial de même que la production d'électricité dans d'autres sites pourraient utiliser plus efficacement les déchets. La promotion du tourisme écologique et du camping sauvage pourrait elle aussi offrir de nouvelles possibilités d'emploi dans les collectivités forestières. Des recherches plus poussées pourraient permettre de cerner de nouvelles façons d'utiliser les ressources forestières en alimentation, en médecine et en pharmacie.

*C'est surtout en Nouvelle-Écosse, où 54 p. 100 des terres boisées sont la propriété de petits exploitants, que le besoin d'aide en matière d'exportation et de commercialisation se fait sentir.*

## Le rétablissement des pêches et la promotion de l'aquaculture

Le déclin brusque et spectaculaire des pêches de la côte Est est dû à de nombreux facteurs. Les technologies, les stratégies et les politiques en vue de maximiser le volume des prises n'ont pas tenu compte de la nécessité d'une approche globale. On a souvent ignoré les stratégies de gestion judicieuse, l'utilisation efficace de la récolte et les efforts pour ajouter de la valeur aux produits halieutiques.

Des tragédies semblables se jouent un peu partout dans le monde, les 17 principales zones de pêche enregistrant un sérieux déclin. Quatre d'entre elles sont classées en état d'épuisement du point de vue commercial, tandis que les autres sont soit complètement exploitées soit surexploitées. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le volume des prises a atteint un sommet d'environ 100 millions de tonnes et a commencé à baisser.

La pêche au saumon sur la côte Ouest subit des pressions énormes. Les activités forestières qui se traduisent par des coupes à blanc trop près des rives, les aménagements hydroélectriques, la pêche dans les ruisseaux où frayent les saumons et la concurrence vive entre les navires canadiens et américains compromettent la viabilité des ressources.

Par ailleurs, la demande mondiale pour les produits du poisson et les fruits de mer continue de grimper. On s'attend en effet à une croissance de 20 p. 100 au cours des années 1990. Le Canada est l'un des nombreux pays qui essaient d'accroître l'offre au moyen de l'aquaculture. Les États-Unis, la Norvège, la Thaïlande et le Danemark sont parmi les intervenants majeurs dans ce nouveau marché et offrent un meilleur appui stratégique à leur secteur.

Au Canada, la croissance récente est impressionnante. La valeur du secteur canadien de l'aquaculture est passée de 7 millions de dollars en 1984 à 550 millions de dollars en 1994. On

s'attend à ce qu'elle atteigne 1,2 milliard de dollars d'ici l'an 2000. Selon Dan Stechey, directeur de la Division de l'aquaculture à Pêches et Océans Canada, cela se traduirait par la création de 7 000 nouveaux emplois en production et en services directs dans certaines des régions les plus affaiblies du Canada. Ce sont les collectivités côtières et rurales, où les perspectives en matière de développement économique sont limitées, qui en profiteraient le plus. À Tofino (Colombie-Britannique), 25 p. 100 de la main-d'oeuvre totale travaille déjà dans le secteur aquicole. À Charlotte County (Nouveau-Brunswick), quelque 1 500 emplois annuels et permanents ont été créés.

À l'heure actuelle, la salmoniculture compte pour 85 p. 100 de la valeur totale de l'aquaculture, la truite, l'huître, la moule, l'omble chevalier et la palourde composent le reste. Le saumon d'élevage dépasse aujourd'hui le saumon pêché quant à la valeur marchande, même s'il ne représente que 28 p. 100 du volume total. Dans le cas de la truite, de l'omble chevalier, de l'huître et de la moule, au moins 85 p. 100 de la valeur totale et du volume provient des stocks d'élevage. De plus, environ 75 p. 100 de la production totale et 20 p. 100 des fournitures et services ont été

commercialisés à l'étranger en 1991, pour un apport de 245 millions de dollars dans l'économie.

Dix autres espèces sont considérées comme des candidats viables à la production commerciale. La morue, l'esturgeon, la morue charbonnière, le pétoncle et la panopéa du Pacifique offrent beaucoup de potentiel.

Parmi les nombreux avantages concurrentiels du Canada à titre de producteur aquicole, il y a l'importance de l'habitat marin et d'eau douce, l'expérience et la

compétence en gestion et une solide infrastructure scientifique. En raison des innovations technologiques continues et de la proximité des marchés américains et du littoral du Pacifique, le secteur affiche un potentiel de croissance énorme. Dans le cadre de la Stratégie fédérale de développement de l'aquaculture, coordonnée par

*La valeur du secteur canadien de l'aquaculture est passée de 7 millions de dollars en 1984 à 550 millions de dollars en 1994. On s'attend à ce qu'elle atteigne 1,2 milliard de dollars d'ici l'an 2000.*

Pêches et Océans Canada et en collaboration avec des producteurs, des fournisseurs, des formateurs, des éducateurs, des représentants des Premières Nations et des organismes provinciaux, territoriaux et fédéraux, on a cerné les éléments essentiels au succès du secteur.

Les contraintes les plus importantes sont d'ordre administratif. On considère que la réforme de la réglementation et que l'adoption de politiques de soutien coordonnées sont essentielles pour que le secteur se développe avec succès. Il est urgent d'avoir accès aux sites de production, à des remèdes efficaces et sûrs en vue d'éliminer les maladies ainsi qu'à des partenariats améliorées entre le secteur et le gouvernement. Parmi les autres facteurs de réussite jugés essentiels, il y a l'amélioration des efforts de commercialisation, la coordination et la collaboration au sein du secteur, l'accès à l'investissement et au capital d'exploitation, la formation, l'éducation et le développement des compétences de même qu'une meilleure sensibilisation de la population.

Les organismes publics peuvent stimuler la croissance du secteur et réduire de façon importante les délais liés au processus d'approbation actuel en cernant de manière proactive les sites appropriés aux activités aquicoles.

#### *Valeur ajoutée aux produits de la pêche*

Les transformateurs du poisson capturé et du poisson d'élevage sont confrontés au défi de fournir des produits à forte valeur ajoutée. «Nous devons modifier l'approche actuelle du secteur, axée sur les volumes, et faire en sorte qu'elle soit axée sur la valeur», indique Bernadette Dwyer, de la *Fogo Island Co-operative Society* de Terre-Neuve.

Avant le moratoire de 1992 imposé à la pêche à la morue du Nord, la transformation de la morue fraîche et des blocs surgelés vendus aux États-Unis se traduisait souvent par la perte de 60 p. 100 du volume de chaque prise. Les parties inutilisées étaient soit retournées à la mer soit transformées en farine de poisson. «Nous n'avons jamais tiré profit des emplois potentiels offerts par nos ressources naturelles ou des prix qu'il était possible d'obtenir pour des produits de qualité», écrivait Mme Dwyer dans un document soumis pour le présent projet.

*Nous n'avons jamais tiré profit des emplois potentiels offerts par nos ressources naturelles ou des prix qu'il était possible d'obtenir pour des produits de qualité*

*Bernadette Dwyer, Fogo Island Co-operative Society  
(Terre-Neuve)*

En raison des 30 000 emplois en suspens dans la région de l'Atlantique et du fait qu'au moins la moitié d'entre eux n'existeront plus une fois que les stocks de poissons auront été reconstitués, il convient d'examiner tout un éventail de nouvelles approches. Ce sont notamment celles-ci :

- Développer les capacités de recherche, de transformation et de commercialisation des nouveaux produits halieutiques;
- Élaborer de nouveaux produits marins à des fins biomédicales et alimentaires;
- Utiliser les technologies de l'information pour surveiller et reconstituer les stocks naturels;
- Restaurer et améliorer l'habitat des poissons et de la faune;
- Nettoyer les rivières, les estuaires et les bassins hydrographiques;
- Évaluer le potentiel commercial et développer de nouvelles utilisations des espèces sous-utilisées;
- Élaborer de nouvelles technologies de traitement et de nouveaux produits à base de déchets de poissons et de fruits de mer;
- Former les pêcheurs à l'utilisation de leurs bateaux et des quais à des fins touristiques;
- Repérer et récupérer les filets;
- Cerner les nouveaux débouchés dans le cadre d'une pêche diversifiée; et
- Exporter de nouvelles méthodes, technologies et compétences vers d'autres régions de pêche en crise.

«Nous devrions faire avec le poisson ce que les frères McCain ont fait avec la pomme de terre», déclarait un des participants à la réunion sur

*AgPro Grain Inc.*, une filiale en propriété exclusive de la *Saskatchewan Wheat Pool*, vient de créer, sur le lac Diefenbaker (Saskatchewan), un des plus grands centres de truiticulture au Canada. Déjà dans sa troisième année d'exploitation, AgPro s'attend à un chiffre d'affaires de plus de un million de dollars en 1994. Bien que les grossistes de l'Est du Canada représentent actuellement le seul débouché commercial, AgPro prévoit entrer dans les marchés japonais et d'outre-mer à mesure que la production augmentera. AgPro est en train de diversifier sa gamme de produits et elle a commencé à élever du saumon de l'Atlantique et de l'omble chevalier.

l'emploi et le développement durable. Pour cela, il nous faut une meilleure compréhension des ressources, des bassins hydrographiques et une pêche côtière en meilleure santé, des techniques de récolte plus appropriées, une transformation plus efficace et à valeur ajoutée ainsi qu'une commercialisation améliorée des produits de la pêche.

La réglementation actuelle en matière d'inspection des aliments, qui interdit pratiquement la combinaison du poisson et de la viande en un produit alimentaire fini, est l'une des obstacles à la transformation à forte valeur ajoutée. Les *gombos*, les *paellas* et d'autres produits spécialisés à forte valeur ajoutée ne constituent pas encore une option viable pour les transformateurs secondaires.

La réglementation fondée sur des catégories d'aliments dépassées et celle qui décourage la construction de petites usines de transformation secondaire représentent d'autres obstacles.

Des efforts concertés en vue d'étudier le potentiel des espèces sous-exploitées, de l'utilisation des parties rejetées du poisson et des marchés à créneaux non exploités pourraient se traduire par des débouchés économiques et des emplois. L'huître, par exemple, indicateur important de l'état de santé des estuaires, ne contient pas de cholestérol. Sa commercialisation comme produit «vert», dont la consommation est bénéfique tant aux collectivités de pêcheurs qu'à la santé des consommateurs, pourrait en faire un hors-d'oeuvre recherché.

L'étude plus poussée de nouveaux débouchés commerciaux à l'échelle nationale et

internationale ainsi que dans les collectivités ethniques dont le régime alimentaire repose beaucoup sur les protéines de poisson, pourrait se traduire par des retombées importantes. Les sauces, les soupes et les repas préparés ne sont que quelques-uns des débouchés possibles. Les marchés des produits biomédicaux, pharmaceutiques et de beauté représentent d'autres débouchés prometteurs pour les produits marins.

L'expertise canadienne en cartographie marine, en développement de matériel et en techniques de pêche pourrait également bénéficier d'une exportation plus avantageuse. Les ventes d'équipement et les services d'experts-conseils pourraient être beaucoup plus lucratifs qu'ils ne le sont à l'heure actuelle.

Les connaissances acquises dans le cadre de la restauration des bassins hydrographiques et des fonds marins ainsi que de la reconstitution des stocks de poissons pourraient se révéler le produit le plus commercialisable de tous. L'épuisement et

«Nous devrions faire avec le poisson ce que les frères McCain ont fait avec la pomme de terre.»

*Vernon Thomas, Université de Guelph*

*Les connaissances acquises dans le cadre de la restauration des bassins hydrographiques et des fonds marins ainsi que de la reconstitution des stocks de poissons pourraient se révéler le produit le plus commercialisable de tous. L'épuisement et la dégradation des pêches intérieures, côtières et maritimes à l'échelle mondiale assurent pratiquement un marché pour les stratégies, les technologies et les pratiques de gestion en matière de restauration.*

la dégradation des pêches intérieures, côtières et maritimes à l'échelle mondiale assurent pratiquement un marché pour les stratégies, les technologies et les pratiques de gestion en matière de restauration. En réglant ses propres problèmes, le Canada pourrait devenir un chef de file mondial en expertise de restauration.

### La revitalisation de l'agriculture

Le secteur canadien de l'agriculture représente un chiffre d'affaires annuel de 50 milliards de dollars et emploie directement ou indirectement 14 p. 100 de la main-d'oeuvre nationale. Il compte 293 000 exploitations qui donnent de l'emploi à 450 000 personnes en production primaire et à 1,5 million dans les domaines connexes de l'approvisionnement, de la transformation, de la distribution et du commerce de détail. Habités au travail saisonnier et au double emploi, les agriculteurs sont peut-être mieux préparés que les autres Canadiens aux structures d'emploi de plus en plus souples.

Les subventions et les politiques agricoles visant à raffermir le secteur ont donné lieu à des méthodes de production plus énergivores et davantage axées sur les produits chimiques qui, à leur tour, se sont traduites par l'érosion et la dégradation des sols et ont contribué à la contamination et à l'appauvrissement des eaux superficielles et des nappes phréatiques. Chaque année, 300 millions de tonnes de terre végétale sont perdues dans les Prairies en raison de l'érosion. Les matières organiques sont détruites 10 fois plus vite qu'elles

ne sont produites. Les coûts associés à la culture des terres marginales, à la monoculture, à l'irrigation et au travail du sol excessifs se chiffrent à beaucoup plus de un milliard de dollars par année. Et personne ne paie la facture directement.

Il est parfois difficile de préconiser des politiques rationnelles dans un secteur où les marchés sont biaisés par des subventions internationales totalisant 300 milliards de dollars par année. Mais, comme les gens d'affaires ou les biologistes peuvent le confirmer, la consommation et la dégradation du capital physique est suicidaire à long terme. Une meilleure gestion des ressources et une planification environnementale plus adéquate, de nouvelles méthodes de lutte antiparasitaire et de travail du sol ainsi que le recours aux technologies de l'information afin de surveiller les tendances des marchés internationaux et de s'y adapter rapidement sont en voie de devenir les assises des exploitations agricoles rentables.

Le rétablissement de l'intégrité environnementale, de la prospérité économique et des perspectives d'emploi dans les régions agricoles exige toute une gamme d'actions à plusieurs niveaux. En voici quelques-unes :

- Évaluer le potentiel des espèces sous-utilisées;
- Évaluer les débouchés dans les nouveaux marchés à créneaux;

À la Saskatchewan Wheat Pool, la diversification des cultures et la transformation à valeur ajoutée ont une longue histoire. Tout a commencé par l'acquisition du journal *Western Producer* pendant la grande dépression. Aujourd'hui, la Saskatchewan Wheat Pool est engagée dans toute une gamme d'activités commerciales complémentaires. La propriété partielle de Robin's Donuts et d'une série d'établissements de produits alimentaires fins et de boulangeries crée des marchés pour les produits du blé et de l'élevage. La Bioriginal Food and Sciences Corporation, par exemple, est un point de vente d'aliments sains ainsi que de céréales et de légumes biologiques.

Une truiticulture et un engagement actif dans un parc biotechnologique font de la Saskatchewan un centre important pour les nouvelles activités de recherche et de développement. La Pound-Maker Agventures Ltd, parc d'engraissement et installation de production d'éthanol dont la Saskatchewan Wheat Pool est co-propriétaire, achète des céréales et de la paille pour produire de l'éthanol et nourrir le bétail à partir des restes. Les recettes et les réductions des coûts de transport et de manutention du grain sont supérieures de 1,3 million de dollars par année aux subventions qu'elle reçoit.

### *Partage communautaire de l'agriculture*

Pratiqué au Japon et en Europe de l'Ouest depuis 1965, le partage communautaire de l'agriculture (PCA) est un moyen de créer des marchés de détail pour les agriculteurs. Le principe du PCA est que l'agriculteur est payé à l'avance pour tous les légumes et autres produits agricoles qui seront livrés au cours de l'été. Les paiements sont reçus au printemps, soit au moment où le producteur a le plus besoin de financement pour ensemercer et mener à bien sa culture.

Il existe actuellement 200 exploitations de PCA en Amérique du Nord. Depuis 1992, trente ont été créées dans les Prairies canadiennes.

L'une des raisons de la popularité du PCA est qu'une proportion grandissante des consommateurs urbains mettent en question la qualité des aliments qu'ils consomment et recherchent des aliments biologiques ou produits selon des méthodes exigeant peu d'intrants. Bon nombre de ces consommateurs sont également intéressés par la préservation des exploitations familiales, aimeraient avoir la chance d'amener leurs enfants sur une ferme en pleine activité et sont prêts donner quelques heures pendant l'été, à titre de bénévoles, afin d'aider à la culture, à la récolte et à la livraison des légumes et autres produits agricoles.

En éliminant le transport sur grandes distances, la production locale réduit de façon étonnante la consommation d'énergie. La majorité des exploitations du PCA essaient également de réduire le volume des déchets d'emballages en effectuant la livraison de leurs produits dans des bacs à recyclage bleus ou en demandant aux familles participantes de venir chercher leur part hebdomadaire de légumes avec leurs propres sacs. Les méthodes peu exigeantes en termes d'intrants et les méthodes de production biologique réduisent ou éliminent l'utilisation des pesticides. Beaucoup d'agriculteurs du PCA réduisent ou éliminent les besoins en engrais chimiques par l'utilisation du compost, du fumier, du mélilot ou des légumineuses comme éléments nutritifs du sol.

Le Central American Agricultural Group de Landmark (Manitoba) se compose de cinq réfugiés d'Amérique centrale qui étaient agriculteurs dans leur pays. À la suite d'une première année de succès, la Central American Agricultural Group a commencé à produire des légumes pour environ 250 familles. Les agriculteurs, anciens bénéficiaires de l'aide sociale à Winnipeg, visent l'autosuffisance. Les agriculteurs locaux ont encouragé le projet en offrant des terres et des logements à prix raisonnables. Les églises locales, les groupes communautaires ainsi que les gouvernements fédéral et provincial ont vu les avantages évidents et ont fortement appuyé le projet.

La majorité des fermes du PCA sont des exploitations familiales créées par l'expansion d'un jardin maraîcher ou la diversification d'une exploitation existante. Beaucoup d'entre elles fournissent une vaste gamme d'aliments produits localement, comme des fines herbes, de la volaille, du boeuf, du porc, du miel et des petits fruits. D'autres produits à valeur ajoutée, tels la farine biologique, le pain frais, les confitures et les gelées, le vinaigre à base d'herbes, le cidre de pomme et les herbes et épices déshydratées, peuvent être commercialisés par l'entremise d'une ferme du PCA. Des cours de mise en conserve et de congélation des légumes, de boulangerie et de pâtisserie ainsi que de déshydratation des fines herbes offerts par les églises et les centres communautaires peuvent être une autre source de revenus pour les exploitations du PCA.

Des exploitations du PCA bien établies au Canada et aux États-Unis réussissent à générer des revenus plus élevés et à être moins dépendantes du gouvernement. Des comités directeurs urbains travaillent de concert avec les agriculteurs afin d'établir un budget d'exploitation fondé sur le nombre de parts et sur les prix. «Selon les exploitants du PCA qui ont l'expérience d'un tel processus budgétaire, les salaires entre 20 000 \$ et 30 000 \$ pour 100 à 150 membres à part entière et pour 14 à 16 semaines de livraison ne sont pas rares», d'affirmer Irwin Allerdings de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies dans un document préparé pour le présent projet.

- Élaborer des stratégies visant à ajouter de la valeur aux produits agricoles;
- Remplacer des produits importés par des produits locaux;
- Adopter de nouvelles pratiques culturales qui protègent les ressources en sols et en eau et qui rétablissent l'habitat faunique;
- Revitaliser les collectivités agricoles grâce à de nouvelles entreprises, à des installations récréatives, culturelles et éducatives;
- Annuler les subventions au transport et les autres moyens de dissuasion à la transformation sur place des produits agricoles;
- Fournir une infrastructure de télécommunications adéquate afin de surveiller les fluctuations des prix, les marchés et les ententes commerciales et de s'y adapter rapidement; et
- Mener des recherches sur de nouveaux débouchés en alimentation, en combustibles et dans les marchés industriels pour les produits agricoles.

Une façon de donner un nouveau souffle au secteur agricole et de stimuler la création d'emplois consiste à produire et à transformer nous-mêmes certains des fruits, des légumes et des autres produits alimentaires que nous importons à l'heure actuelle. Selon Doug Waterer, spécialiste des cultures légumières à l'université de la Saskatchewan à Saskatoon, le marché du frais pour les légumes et les petits fruits dans les Prairies est évalué à environ 150 millions de dollars par année. Même si les agriculteurs de la Saskatchewan peuvent produire avec une relative abondance 21 des légumes les plus consommés, au

*Une façon de donner un nouveau souffle au secteur agricole et de stimuler la création d'emplois consiste à produire et à transformer nous-mêmes certains des fruits, des légumes et des autres produits alimentaires que nous importons à l'heure actuelle.*

*La main-d'oeuvre relativement peu spécialisée requise pour les activités de collecte et de tri permet d'intégrer les personnes ayant des difficultés d'employabilité. Les salaires versés viennent souvent remplacer la dépendance à l'égard de l'aide sociale.*

moins 85 p. 100 de la consommation des fruits et des légumes provient de régions éloignées comme la Californie ou la Floride. Il existe un potentiel semblable partout au Canada. La hausse de la consommation de fruits et de légumes et la demande croissante de produits frais et biologiques pourraient à la fois stimuler les ventes dans le marché intérieur et réduire les coûts et l'incidence environnementale du transport à grande distance.

Le fait de lier la consommation intérieure à la production agricole locale et sans danger pour l'environnement peut faire augmenter les revenus des agriculteurs, réduire les subventions gouvernementales, multiplier les possibilités de diversification et aider à créer des liens plus étroits entre les citoyens et les collectivités rurales.

### La gestion et le recyclage des matériaux

Les Canadiens produisent environ deux fois plus de déchets par personne que les Français, les Allemands ou les Italiens. L'énergie et les sites d'enfouissement peu coûteux ont rendu abordable une économie fortement axée sur les matériaux.

Une sensibilité accrue à l'égard des coûts d'extraction, de transport, de transformation, de conditionnement, de distribution, de consommation et d'élimination d'une vaste gamme de produits et de matériaux a récemment stimulé l'intérêt pour les projets de réduction, de réutilisation et de recyclage. La reformulation du produit, soit la stratégie la plus efficace de réduction des déchets, commence tout juste à être envisagée sérieusement par des intervenants des secteurs privé et public.

Les programmes de réutilisation et de recyclage donnent plus de travail et utilisent moins de ressources que les méthodes de production et d'élimination traditionnelles. Leurs coûts varient énormément, soit en fonction du

### *La Edmonton Recycling Society*

En ne vendant que les matériaux les plus propres et de la meilleure qualité qui soit, la Edmonton Recycling Society (ERS) aide à développer des marchés pour les matériaux récupérés. Une telle stratégie a mené à de nouveaux investissements encore plus importants dans la transformation du verre, des métaux, du papier et du plastique. Plus d'une douzaine d'entreprises situées à Edmonton et dans la région avoisinante fabriquent actuellement des produits à partir de matériaux recyclés comme matière première.

Créé en 1988, l'organisme sans but lucratif fait la collecte de produits recyclables auprès de 67 000 foyers de la partie nord de la ville. Au début, 85 p. 100 des matériaux recueillis étaient vendus à des clients de l'Inde, de Taiwan, de la Corée, du Japon et de l'Europe. Aujourd'hui, 85 p. 100 des matériaux sont vendus dans l'Ouest canadien et rien n'est vendu à l'étranger. Des emplois locaux ont été créés dans les domaines du désencrage du papier journal et des revues, de la production de classeurs à anneaux, de tissus et de planches à partir de déchets de plastique, ainsi que dans la conception et la fabrication de nouveaux camions de collecte.

On ajoute une si grande valeur aux rebuts que, selon Cornelius Guenter, directeur de ERS, «la valeur de revente des matériaux fabriqués à partir de rebuts recyclés équivaut à environ sept à dix fois celle des produits recyclables recueillis par la Société. C'est pourquoi l'incidence économique de ERS dans l'Ouest canadien se chiffre à quelque 4,5 millions de dollars par année, au-delà de ses propres activités.»

ERS s'est également engagée à embaucher des personnes désavantagées physiquement ou mentalement ou dont le dossier d'emploi n'est pas très bon. Le quart des 70 employés de ERS sont fortement désavantagés en matière d'emploi, si bien qu'ils seraient autrement prestataires de l'aide sociale. La durée moyenne d'emploi est de 27 mois. Présentement dans sa sixième année d'exploitation, ERS a offert de la formation professionnelle et des cours d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle à plus de 500 personnes.

On a retenu les services d'une importante société de consultation en gestion afin d'orienter la Société et de l'aider dans la préparation d'un ensemble de politiques adaptées en matière de personnel. Les salaires varient entre 6 \$ et 16 \$ l'heure. Une gamme complète d'avantages sociaux ainsi que des vêtements de protection sont offerts sans frais aux employés et les congés de maladie inutilisés sont remboursés intégralement. «Cette pratique très populaire a permis de faire en sorte que les congés de maladie ne soient pas mal utilisés, de réduire les coûts du temps supplémentaire et de remettre une prime bien méritée à plus de la moitié des employés», affirme M. Guenter.

La formation, les services de consultation, la présence des employés au conseil d'administration ainsi que l'équipement de transformation spécial conçu et fabriqué à l'interne illustrent l'engagement de la Société à l'égard de ses employés. Les programmes d'encouragement et de primes de rendement et de qualité sont très nombreux mais ils ne sont pas fondés sur des critères de compétition. Lors d'un barbecue mensuel, on fait tirer des certificats-cadeaux pour un dîner dans un restaurant chic ainsi que des billets pour les parties des Oilers et des Eskimos. D'autres genres de primes sont souvent remises à la suite d'une période de fort volume, comme après les fêtes.

«Mais ERS n'est pas une oeuvre de charité financée par les deniers publics. Entre 1989 et 1993, elle a remis plus d'un demi million de dollars d'excédents d'exploitation à la ville d'Edmonton, dont presque la moitié provient des excédents de l'année dernière seulement. Au cours des deux dernières années, la Société a volontairement réduit ses honoraires de contrat de 12 p. 100», écrit M. Guenter dans un document préparé pour le présent projet. Situé dans un vieil hangar de tramways dans le Nord-Est du centre-ville, ERS verse un loyer de 120 000 \$ par année à la ville pour un bâtiment qui est demeuré vacant pendant cinq ans et qui a coûté 65 000 \$ par année en chauffage et entretien.



programme lui-même et selon que les coûts associés à la non-élimination et à la non-pollution sont pris en compte ou non dans les calculs. La main-d'oeuvre relativement peu spécialisée requise pour les activités de collecte et de tri permet aussi d'intégrer les personnes ayant des difficultés d'employabilité. Les salaires versés viennent souvent remplacer la dépendance à l'égard de l'aide sociale.

Au cours des quelques dernières années, la croissance rapide des programmes résidentiels de recyclage s'est traduite par une augmentation phénoménale de la collecte de matériaux de récupération. Dans de nombreuses régions, cependant, l'aménagement des infrastructures de transformation n'a pas suivi le rythme, provoquant une saturation des marchés et une baisse des prix des matériaux récupérés.

#### *Potentiel inexploité*

Bien que le traitement et la transformation des matériaux recyclables aient augmenté au cours des cinq dernières années, un énorme potentiel demeure inexploité. Jusqu'à maintenant, la plus grande partie des efforts de recyclage a porté sur les emballages des produits de consommation. Les résidus industriels, les déchets de démolition et de construction, les contenants de distribution au détail, les meubles, les électroménagers et les véhicules sont tous des sources importantes de matériaux non utilisés.

Les Bourses de rebuts, qui fonctionnent à partir de babillards électroniques, peuvent aider les producteurs de déchets à entrer en communication avec des clients intéressés à utiliser leurs rebuts. Les codes du bâtiment qui exigent l'utilisation d'un pourcentage minimal de matériaux recyclés créent des marchés pour de nouveaux produits et maintiennent une partie importante du flux de déchets hors des sites d'enfouissement de plus en plus rares. Les objectifs de recyclage fixés par la loi pour divers produits, comme ceux que l'on a adoptés en

Allemagne pour les véhicules automobiles et les ordinateurs, créent de nouveaux emplois en conception et en démontage.

Les résidus alimentaires des maisons, des restaurants et des usines de transformation peuvent nourrir les porcs et, s'ils sont compostés, être retournés dans le sol sous forme de nutriments. Les effets escomptés sont la création de nouveaux emplois en compostage et en aménagement paysager.

Les programmes d'approvisionnement des secteurs privé et public peuvent stimuler la demande de produits fabriqués à partir de matériaux recyclés. Les gouvernements de l'Ontario et de la

Colombie-Britannique commencent à rechercher activement la peinture, le papier et les fournitures de bureau recyclés. Le potentiel de création d'emplois et de marchés, tout en réduisant le flux des déchets, est énorme.

Des efforts accrus de recyclage se traduiraient par des économies d'énergie et de matériaux, par la réduction de la pollution de l'air et de l'eau et par l'amélioration des perspectives locales d'emploi dans une vaste gamme de compétences.

Le développement durable est synonyme de réussite économique, environnementale et sociale.

À long terme, les stratégies de gestion des déchets seront vraisemblablement axées sur la réduction

du volume de matériaux éliminés plutôt que sur le recyclage des rebuts. En faisant assumer la responsabilité financière de la réduction et du recyclage des déchets aux fabricants de produits de consommation, aux fournisseurs de matériaux de conditionnement et aux détaillants, l'Allemagne est devenue le premier pays de l'OCDE à enregistrer une baisse de la production de déchets par habitant.

Dans ce pays, une vaste gamme de produits plus dangereux, comme les piles, l'huile usée, les électroménagers et les automobiles, sont de plus en plus retournés à leurs fabricants afin d'être traités et éliminés adéquatement.

*À long terme, les stratégies de gestion des déchets seront vraisemblablement axées sur la réduction du volume de matériaux éliminés plutôt que sur le recyclage des rebuts.*

*Les producteurs sont peu incités à réduire l'emballage ou à reprendre leurs rebuts lorsque le secteur public assume les coûts de recyclage et d'élimination.*

Les producteurs sont peu incités à réduire l'emballage ou à reprendre leurs rebuts lorsque le secteur public assume les coûts de recyclage et d'élimination. Au Canada, les protocoles relatifs à l'emballage, les tout premiers efforts de récupération de la vieille peinture, de l'huile usée et d'autres déchets dangereux, l'accréditation Eco-Logo pour certains produits recyclés, de même qu'un intérêt grandissant pour les politiques d'approvisionnement en certains produits recyclés commencent tout juste à avoir une incidence sur les marchés du recyclage. L'élargissement et le renforcement de tels projets pourraient créer des emplois, stimuler le lancement de nouvelles entreprises et offrir des possibilités de commercialisation à l'échelle internationale. Chaque année, le gouvernement fédéral achète à lui seul pour plus de 9 milliards de dollars de produits de consommation, commerciaux et industriels. Ses politiques d'approvisionnement pourraient stimuler de manière importante la demande de produits «verts», surtout si de telles politiques étaient également adoptées par ceux qui reçoivent du financement gouvernemental.

### Les technologies environnementales

Le secteur de l'environnement est composé d'une multitude de petites entreprises qui nettoient les dégâts causés à l'environnement, qui font la collecte et le traitement d'une variété de rebuts, qui surveillent le rendement de l'environnement et qui commercialisent des technologies permettant de réduire les émissions. Avec un chiffre d'affaires annuel de 10 milliards de dollars et 70 000 employés, le secteur est déjà important et il devrait continuer d'afficher un taux de croissance supérieure à 10 p. 100.

De nouveaux règlements et efforts de nettoyage, ici comme ailleurs, alimentent une telle expansion. On prévoit que le marché international dépassera le cap des 600 milliards de dollars d'ici l'an 2000. Par contre, une pénurie de techniciens spécialisés, un manque de compétences en gestion et une forte dépendance à l'égard de technologies élaborées à l'étranger menacent de saper le succès des entreprises canadiennes.

L'évolution rapide des technologies et de la réglementation exige une grande souplesse dans le secteur. Des associations professionnelles, créées récemment, aident les entreprises membres à cerner les changements et à mieux coordonner leurs efforts, surtout dans les marchés d'exportation. Trois centres de technologies environnementales, parrainés conjointement par Environnement Canada et Industrie Canada, ont également pour but d'aider le secteur. Leur mandat est de surveiller la réglementation, de réduire les coûts de commercialisation, d'améliorer le dialogue avec les clients industriels et d'accroître l'accès aux capitaux. Ils offrent des services techniques, de l'aide en matière de réglementation, des conseils financiers et des conseils commerciaux d'ordre général.

Même s'il est relativement jeune et en pleine évolution, le secteur des technologies environnementales bénéficiera certainement de l'intérêt général accru en matière de protection de l'environnement dans tous les domaines de l'économie. L'aspect recherche et surveillance prendra sans aucun doute de l'importance. L'élaboration et la commercialisation des techniques de réhabilitation, de contrôle et de réduction de la pollution sont vouées à une croissance rapide, surtout en raison de l'explosion des marchés dans les pays en développement et dans les économies de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est.

La gestion des déchets solides et dangereux, la réhabilitation des sites contaminés, l'amélioration des technologies d'épuration et de traitement des eaux et les contrôles efficaces des émissions sont aujourd'hui des marchés actifs et en pleine croissance dans les pays industrialisés. Au Canada, les dépenses en matière de gestion des déchets et de traitement des eaux usées représentent 75 p. 100 du marché. Un grand nombre de pays

en développement accusent un net retard et commencent à peine à élaborer leurs propres stratégies de protection de l'environnement.

La concurrence internationale pour de tels marchés est féroce; le Japon, l'Allemagne et les

*Même s'il est relativement jeune et en pleine évolution, le secteur des technologies environnementales bénéficiera certainement de l'intérêt général accru en matière de protection de l'environnement dans tous les domaines de l'économie.*

États-Unis en sont les chefs de file. S'appuyant sur une base solide, le Japon a élaboré un plan de 100 ans afin de devenir le leader mondial dans tous les aspects de l'environnement. Au Canada, par contre, seulement 15 à 20 p. 100 des entreprises du secteur de l'environnement sont présentement dans le marché d'exportation ou sont prêtes à y entrer. Le déficit commercial du matériel environnemental est évalué à 900 millions de dollars par année.

À plus long terme, la nature du secteur des technologies environnementales connaîtra sûrement un changement majeur. À mesure que la prévention de la pollution et que les produits et services qui consomment moins d'énergie prendront plus d'importance dans le marché, l'expertise environnementale portera davantage sur les étapes de conception des produits et des procédés de fabrication plutôt que sur le nettoyage.

#### *Formation*

Les programmes d'enseignement en sciences, en ingénierie, en gestion, en conservation et en restauration de l'environnement sont particulièrement adaptés aux jeunes, c'est-à-dire au segment de la population le plus intéressé et le plus préoccupé par l'état de l'environnement. Les *National Youth Training for Environmental Industries* et le *Green Youth Corps* sont des outils de formation prometteurs. Le *Landcare and Environmental Action Program for Unemployed Youth* de l'Australie, décrit dans le document soumis par Alan Law et Trish Williamson, est une approche qui pourrait fonctionner au Canada. Un grand nombre de programmes de restauration environnementale offrent un potentiel de création d'emplois pour les personnes désavantagées de notre société.

Une «école de maintien environnemental» pour les personnes sans emploi permettrait aux gens de tous les secteurs d'améliorer leurs compétences tout en apprenant de nouvelles méthodes de travail qui pourraient être utiles dans de nouveaux postes. Le concept est d'application universelle et

il a été adopté par *Energy Pathways* à Ottawa dans le perfectionnement des compétences techniques.

Les spécialistes des ressources humaines considèrent comme hautement prioritaire la communication plus efficace aux éducateurs et aux formateurs des besoins changeants du secteur des technologies environnementales. Il existe présentement une pénurie d'hydrogéologues, de toxicologues, de juristes et de scientifiques chevronnés.

*Les spécialistes des ressources humaines considèrent comme hautement prioritaire la communication plus efficace aux éducateurs et aux formateurs des besoins changeants du secteur des technologies environnementales.*

Les programmes d'initiation aux questions environnementales et les cours d'appoint destinés aux éducateurs permettraient à ces derniers de présenter à leurs étudiants les possibilités de carrière dans les domaines de la protection

et de la restauration de l'environnement. Outre les connaissances techniques, il existe un besoin urgent de personnes formées à la résolution de problèmes complexes et à la créativité constructive. Le recours à une approche plus globale et interdisciplinaire afin d'atteindre des solutions élégantes repose sur des gens qui peuvent faire le lien entre les talents et les compétences de plusieurs personnes.

#### **La conception de villes éconergétiques et conviviales**

Le choix d'immeubles d'importance architecturale dans les milieux urbains comme sites de démonstration des conceptions et des technologies nouvelles du bâtiment pourrait se traduire par toute une gamme de retombées positives. Les gens d'affaires et les particuliers pourraient être attirés par les centres-villes comme lieux de vie et de travail. Les efforts de densification réduisent les coûts et les problèmes environnementaux liés à l'accroissement des infrastructures et au transport associés à la vie en banlieue et permettent aux commerçants et aux fournisseurs de services des centres-villes d'augmenter leurs revenus. L'accroissement de l'activité urbaine a tendance à réduire les taux de criminalité. En plantant des arbres, en transformant les aires de stationnement en terrains de jeux, en parcs et en jardins collectifs, et en construisant des jardins sur les

toits et des terrasses, le voisinage devient plus attrayant pour ses habitants et les consommateurs.

Les différentes commodités étant plus proches de leur résidence, les gens deviennent moins dépendants des automobiles, qui sont encombrantes, polluantes et énergivores. Les gens peuvent faire leurs courses à pied ou à bicyclette, ce qui améliore leur santé et permet d'établir des contacts sociaux avec leurs voisins et les commerçants. Les centres urbains vivants offrent de meilleures perspectives d'emploi, plus proches des lieux de résidence.

(Voir le document de Sue Zielinski intitulé *Transporting Ourselves to Sustainable Economic Growth* pour plus d'information sur ce sujet).

Une telle approche a donné un second souffle à plusieurs villes européennes et a ressuscité certaines villes canadiennes comme Toronto et Vancouver. On s'attend à ce que le phénomène se reproduise dans des centres urbains partout en Amérique du Nord. De nouveaux ensembles résidentiels commencent aussi à revenir vers ces valeurs traditionnelles. Actuellement en construction, le *Montgomery Village* près d'Orangeville (Ontario) et le *Village of Morrison* à Oakville affichent tous deux des voisinages à forte densité, des maisons en bordure des rues, des aires de stationnement derrière les maisons et une configuration en quadrilatères. Ce qui rend les propriétés attrayantes, ce sont les bureaux à la maison, le raccordement par câbles à fibres optiques à des réseaux interactifs de données, de vidéos et de

transmission vocale, les épiceries de quartier et les petits bureaux ainsi qu'une densité de population suffisante pour bénéficier de services de transport en commun.

Des parcs boisés, des sentiers pédestres en bordures de ruisseaux et des réseaux de drainage naturels formés de zones humides et des jardins rendront ces voisinages à forte densité plus «verts» que certaines banlieues à proximité. La «configuration du ver mort», composée typiquement de grandes maisons et de garages

énormes dans des croissants et des impasses, oblige les résidents à utiliser leur voiture. Un grand nombre de personnes commencent à opter pour le transport en commun et à faire leurs courses à pied plutôt que de perdre du temps et de l'argent dans la circulation.

Les codes du bâtiment, les normes de construction et les règlements de zonage sont des obstacles importants aux nouvelles conceptions des immeubles et des

quartiers. Le stationnement le long des trottoirs et les épiceries de quartier, par exemple, sont présentement interdits dans plusieurs zones résidentielles. Les installations de traitement des eaux usées peuvent devenir excessives si l'utilisation et le drainage de l'eau sont réduits par des appareils à faible débit, des grands espaces verts et des zones humides intégrées. Les codes du bâtiment axés sur les spécifications plutôt que sur le rendement gênent souvent l'adoption de nouvelles technologies plus éconergétiques.

*Ce qui rend les propriétés attrayantes, ce sont les bureaux à la maison, le raccordement par câbles à fibres optiques à des réseaux interactifs de données, de vidéos et de transmission vocale, les épiceries de quartier et les petits bureaux ainsi qu'une densité de population suffisante pour bénéficier de services de transport en commun.*

*Des parcs boisés, des sentiers pédestres en bordures de ruisseaux et des réseaux de drainage naturels formés de zones humides et des jardins rendront ces voisinages à forte densité plus «verts» que certaines banlieues à proximité.*

## NOUVELLES APPROCHES AU DÉVELOPPEMENT

### La promotion de la synergie par le développement économique des collectivités

En adaptant leurs politiques de développement économique aux besoins locaux et en adoptant des rôles de facilitateur et de partenaire, les gouvernements pourraient travailler en plus étroite collaboration avec les organismes de développement économique des collectivités. Le but du développement économique des collectivités est d'accroître les liens entre les activités locales et de réduire les pertes. La stratégie consiste à réaliser plusieurs objectifs, à faire participer et à habiliter le plus de gens

possibles et à renforcer la compétitivité économique. La création d'alliances afin de mobiliser les gens, les ressources financières et l'expertise technique en sont les outils.

Les stratégies de développement économique des collectivités reposent sur la nécessité de renforcer des systèmes complets, pas seulement des composantes isolées. Elles encouragent la collaboration et les rapports mutuellement bénéfiques entre les intérêts privés, publics et communautaires. Les activités de développement des collectivités qui réussissent reposent sur une approche multifonctionnelle et sont axées sur un développement qui habilite les collectivités et les

### *Ecotrust*

À Willapa Bay dans la région sud-ouest de l'État de Washington, *Ecotrust* marie les concepts du développement économique et de la restauration de l'environnement. Présentement dans sa troisième année d'un plan de 1 000 ans (soit la durée de vie de l'espèce la plus âgée du bassin hydrographique), *Ecotrust* essaie de renforcer les entrepreneurs locaux dont les activités seront bénéfiques à l'environnement, à l'économie et à la collectivité.

Willapa Bay est l'estuaire géant le plus propre des États-Unis. L'économie régionale a traditionnellement été fondée sur l'exploitation forestière. Les entreprises que *Ecotrust* a choisi d'aider dans le renouvellement de l'économie et de l'environnement exploitent et rétablissent les ressources traditionnelles.

Une entreprise est présentement en train de reconstituer la population d'esturgeons et de créer une industrie du poisson et du caviar viable avec une espèce qui se nourrit des principaux compétiteurs des huîtres et des coques. Deux entreprises de fabrication de panneaux et de meubles en bois d'aulne, une essence de recrû autrefois considérée comme de la mauvaise herbe, ont été mises sur pied. L'aménagement d'un parc industriel écologique est en préparation mais ne sera pas entrepris avant que les espèces se trouvant sur le terrain de 700 acres n'aient fait l'objet d'un inventaire. La réussite sera mesurée en fonction des bénéfices et de la capacité à retenir la famille de castors qui y vit. Toutes les entreprises du programme *Ecotrust* versent 1 p. 100 de leurs bénéfices à la surveillance environnementale de la région, a indiqué Alana Probst, directeur du développement économique à *Ecotrust*, dans un exposé lors de la réunion sur l'emploi et le développement durable.

Presque rien n'est gaspillé et rien n'est tenu pour acquis à Willapa Bay. Les carapaces des crevettes et des crabes qui étaient jadis jetées dans des sites d'enfouissement locaux sont maintenant traitées afin d'en extraire la chitine. Clairol utilise la chitine dans ses fixatifs, les fabricants de guitares et de violons l'utilisent pour faire les cordes et la collectivité médicale s'en sert pour les lésions des sidéens et dans les points fondants. Tout excédent de chitine est mélangé à des résidus de sciage et retourné au sol sous forme de compost.

*Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal*

Le mandat de RESO (Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal) est la revitalisation économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal, une région qui a souffert d'une baisse industrielle continue au cours des 20 dernières années. Dans certains quartiers, 50 p. 100 des habitants sont prestataires de l'aide sociale et le taux de chômage atteint 35 p. 100.

Créé en 1989, RESO est un organisme sans but lucratif et fondé sur une structure de membres, dont les activités sont axées sur la revitalisation des cinq quartiers pauvres du Sud-Ouest de Montréal. Le conseil d'administration est composé de quatre représentants élus par le mouvement communautaire, de deux représentants élus par les syndicats de la région ainsi que d'un représentant des grandes entreprises et d'un représentant des petites entreprises également élus par leurs membres.

RESO offre des services d'employabilité ainsi que d'autres services aux entreprises. L'organisme est également engagé dans des questions touchant l'utilisation des terres, le développement des infrastructures et la promotion de la région. Il préconise des approches novatrices qui permettent de s'adresser aux personnes les plus difficiles à atteindre, comme les jeunes chômeurs chroniques. Formetal, une entreprise de formation oeuvrant dans le domaine la métallurgie, est le résultat d'un tel effort.

Au cours des deux dernières années, RESO a formé (directement ou par le biais d'intermédiaires contrôlés) plus de 1 500 personnes déshéritées. Les investissements en matière de formation sont de plus en plus liés au marché du travail local, en grande partie grâce aux rapports uniques que RESO a su développer avec des entreprises de la région du Sud-Ouest de Montréal.

RESO a offert de l'aide technique à plus de 200 entreprises depuis deux ans. Les activités d'intervention dépendent en partie d'un système d'avertissement précoce, qui permet aux syndicats de signaler à RESO l'existence de problèmes de succession (un propriétaire qui se retire sans acheteur) ou des difficultés financières, par exemple. RESO se réunit alors avec la direction de l'entreprise et d'autres intervenants afin de résoudre les problèmes en fonction du développement des produits, de la commercialisation et de la restructuration financière.

Les connaissances acquises par RESO dans le cadre de son engagement auprès d'un grand nombre de petites et de grandes entreprises lui ont permis d'avoir une compréhension approfondie du marché du travail local, de ses nouveaux rôles et des besoins en termes d'emplois. Cela a une incidence directe sur la capacité de l'organisme à adapter ses investissements en matière de formation en fonction des demandes réelles. On élabore et on offre désormais des programmes de cours axés sur les compétences, qui découlent directement de la définition des besoins du marché du travail et du monde des affaires. Grâce à son approche intégrée, RESO établit des ponts solides entre les besoins des pauvres et ceux du monde des affaires.

Il est évident que le partenariat que représente RESO a d'autres incidences énormes. Le président de la principale entreprise de fabrication du Sud-Ouest de Montréal, qui siège au conseil de RESO, considère maintenant le développement économique communautaire comme un élément essentiel de son plan d'affaires. Il commence à lier de façon systématique le budget d'acquisition annuel de son entreprise, qui représente quelque 70 millions de dollars, aux autres entreprises du Sud-Ouest de Montréal. Cela a déjà donné lieu à l'établissement d'un fournisseur espagnol à Montréal afin qu'il puisse conserver le contrat annuel de 5 à 6 millions de dollars dont il bénéficie depuis plusieurs années. Ainsi, entre 30 et 40 nouveaux emplois ont été créés pour les gens de la région.

### *Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal (suite)*

Pour la première fois depuis plus de 20 ans, le Sud-Ouest de Montréal a mis fin au déclin de son secteur manufacturier. RESO prévoit ajouter la propriété directe d'entreprises à sa stratégie. En développant sa propre base économique, RESO sera moins dépendant du financement gouvernemental. Cela permettra aux collectivités du Sud-Ouest de Montréal d'être propriétaires de l'économie locale.

(Source : Mike Lewis, Community Economic Development: Lessons from the Trenches: Directions for the Future, préparé pour la réunion sur l'emploi et le développement durable organisée par l'IIDD. Le document contient plusieurs études de cas des meilleures pratiques, des recommandations touchant la diffusion et la multiplication des exemples ainsi que les noms et numéros de téléphone de personnes-ressources pour de plus amples renseignements.)

personnes marginalisées. Elles fournissent ou facilitent l'investissement, l'emprunt et l'assistance technique aux emprunteurs, le développement des ressources humaines, ainsi que les services de recherche, de planification, de consultation et de promotion, écrit Mike Lewis dans un document pour le présent projet. Un autre moyen d'offrir une stabilité financière accrue et une capacité de création d'emplois dans les collectivités économiquement désavantagées consiste à investir dans des éléments d'actif producteurs de revenus.

Une foule d'activités et de stratégies sont nécessaires afin de rétablir solidement l'économie canadienne. La conjugaison des intérêts économiques et sociaux des projets de développement économique des collectivités et des objectifs de protection et de restauration de l'environnement pourrait se traduire par une force incroyable pour la réalisation d'un avenir durable.

En accordant une plus grande importance au rôle que jouent les gens et l'environnement, les organismes de développement économique des collectivités peuvent élaborer des stratégies adaptées aux besoins et aux forces de leur région. Traditionnellement, ils ont mis l'accent sur la création d'organismes locaux responsables et engagés à l'égard de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de l'équité sociale. À mesure que leur mandat s'élargira afin d'inclure le rétablissement de la santé de l'environnement et le développement d'entreprises

locales, ces organismes pourront jouer un rôle important en matière de promotion du développement économique et de création d'emplois. L'accélération de la diffusion et de la reproduction des meilleures pratiques actuelles pourrait servir de guide à des collectivités partout au pays et, ultimement, créer de l'emploi.

### **La cogestion des ressources**

Une bonne gestion des ressources exige la participation d'un grand nombre de personnes. Les particuliers, les membres des collectivités et des Premières Nations dont le gagne-pain et le bien-être futur dépendent de ressources saines et dont la gérance peut permettre de protéger et de perpétuer la ressource, doivent participer plus activement aux prises de décisions concernant la conservation, l'utilisation, la récolte, l'extraction et la restauration.

La cartographie avancée des terres et des fonds marins ainsi que les modèles qui aident à déterminer la capacité de tolérance sont des outils de gestion des ressources de plus en plus importants. Leur utilisation peut se traduire par des décisions plus judicieuses et par l'identification de pratiques non durables. Ces nouveaux systèmes de cartographie, d'information et de gestion sont plus efficaces s'ils sont associés à la sagesse collective, aux connaissances traditionnelles et aux valeurs des personnes vivant sur les lieux.

*En combinant la technologie moderne et la sagesse traditionnelle, on peut prendre des décisions qui satisfont mieux toutes les parties, tant aujourd'hui que demain.*

En combinant la technologie moderne et la sagesse traditionnelle, on peut prendre des décisions qui satisfont mieux toutes les parties, tant aujourd'hui que demain. L'Institut Arctique de l'université de Calgary est un promoteur et un facilitateur important d'une telle approche. Il collabore avec les Premières Nations, d'autres collectivités, de grandes entreprises utilisant les ressources et tous les paliers gouvernementaux. Il favorise la médiation multiculturelle, le transfert des connaissances et la mise en valeur du potentiel.

L'extraction de l'huile et du gaz naturel ainsi que la récolte du bois dans le Nord de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, par exemple, commencent à se faire en respectant l'utilisation traditionnelle des terres par les Premières Nations. En superposant des cartes des réserves forestières et pétrolières à des cartes indiquant les maisons, les lieux d'importance spirituelle et culturelle ainsi que l'habitat des oiseaux, du poisson, de la flore et de la faune, le développement peut se faire d'une manière satisfaisante pour toutes les parties.

Une telle approche est opportune et pertinente dans presque toutes les régions du pays. Les pêches côtières et intérieures, les forêts éloignées, les forêts près des régions urbaines et les bassins hydrographiques touchés par l'exploitation agricole et urbaine peuvent être mieux gérés si on comprend les utilisations traditionnelles et visées ainsi que leurs effets sur les ressources. Les efforts accrus afin de maintenir la diversité biologique dépendront également d'ententes de gestion coopérative qui protégeront l'habitat limitrophe.

Les Premières Nations ont toujours reconnu leur responsabilité à l'égard de la gestion des ressources naturelles pour la septième génération. À mesure que les gouvernements autochtones retrouvent le contrôle de leurs terres par la voie de la revendication territoriale, il est possible de combiner les connaissances traditionnelles et les nouvelles technologies en une stratégie de récolte durable des ressources et de restauration durable de l'environnement. La chasse et le trappage renouvelés peuvent être jumelés au développement du tourisme et à d'autres coentreprises afin de créer, de façon durable, des emplois et des activités génératrices de revenus.

## Rendre l'apprentissage amusant

Selon Ed Lowans de la *Coalition for a Green Economic Recovery* (Ontario), les élèves de la Commission scolaire de Toronto auront bientôt accès à un milieu d'apprentissage intégré et de pointe. Ils apprendront les technologies avancées à l'aide de maquettes complètement opérationnelles appuyées par un réseau électronique interactif lié à des sources d'information et à des installations de démonstration. Les démonstrations d'aquatique solaire et de compostage du Centre des sciences de l'Ontario ainsi que l'exposition de la Tour du CN intitulée *Windows on Global Change* feront partie du réseau. Après avoir étudié ces technologies, les élèves visiteront des systèmes opérationnels de grande nature. On prévoit des visites au Centre des sciences de l'Ontario, au site de régénération de marais *Bring Back the Don*, à la Tour du CN, au *Boyne River Ecology Centre* et au nouveau siège social du *Body Shop*.

Au *Boyne River Ecology Centre* près de Shelburne (Ontario), un bâtiment autonome fonctionne à partir de l'électricité produite sur place grâce à des génératrices hydroélectriques et solaires et est chauffé à partir de systèmes solaires et à biocarburant. Une «machine de vie», ou système de régénération biologique, installée à l'intérieur transforme les déchets humains en une eau cristalline et sert de démonstration biologique complètement intégrée. Recouvert de verre pour profiter de l'énergie solaire et faciliter l'observation de l'environnement naturel, l'immeuble est un exemple de la responsabilité environnementale qu'on essaie d'y enseigner. Malheureusement, l'accès à bicyclette ou en transport en commun est impossible.

Le nouveau siège social et l'usine de fabrication de *Body Shop Canada*, situés dans un entrepôt rénové de Toronto, sont également munis d'un système de régénération biologique afin de traiter les déchets humains. Un système semblable doit être installé afin de traiter les déchets de production. Des aires publiques ainsi qu'une garderie sur place et subventionnée appelée *Business of the Future* sont situées à l'extérieur le long du bâtiment, au soleil, tandis que les bureaux se trouvent à l'intérieur.

La peinture, les moquettes et les cuvettes recyclées, les meubles en érable provenant de forêts gérées et



exploitées de manière durable, le revêtement de sol en linoléum entièrement composé de fibres naturelles et de solvants non toxiques ainsi que les jardins collectifs réservés au personnel démontrent bien l'engagement rentable du *Body Shop* à l'égard de la responsabilité sociale et environnementale.

Des visites guidées du bâtiment et de ses nombreuses caractéristiques novatrices sont organisées par des employés de l'entreprise afin de montrer et de vulgariser les technologies utilisées.

Le siège social du *Body Shop* et le *Boyne River Ecology Centre* illustrent ce que l'on peut faire à partir d'un processus de conception entièrement intégré, ou global. La construction et la rénovation de certains immeubles publics et privés comparables dans de grands centres urbains partout au Canada pourraient permettre ce qui suit :

- Stimuler les marchés pour les produits verts et les matériaux de construction recyclés;
- Rehausser le niveau de sensibilisation de la population;
- Faire la démonstration de nouvelles méthodes de conception;
- Offrir de la formation directe et à plus long terme aux divers métiers de la construction; et
- Évaluer les économies financières et environnementales possibles à partir de technologies du bâtiment et de conceptions améliorées.



## CONCLUSION

Les gouvernements, les entreprises, les particuliers et les collectivités doivent modifier de façon importante leur approche à l'activité économique si l'on veut réorienter l'économie canadienne sur une voie durable. La dépendance à l'égard du gouvernement pour ce qui est des solutions et du financement n'est pas une approche raisonnable ou abordable. L'injection de fonds dans des programmes ponctuels de création d'emplois favorise une forme de dépendance qui a pour effet de perpétuer les problèmes et d'épuiser les ressources financières dont pourraient profiter des activités plus productives.

Les politiques et les cadres de travail qui appuient les projets du secteur privé, des collectivités et des particuliers peuvent engendrer de nouvelles idées novatrices nécessaires pour s'adapter aux situations économiques, environnementales et sociales en pleine évolution. Cela requiert une meilleure coordination des activités des gouvernements fédéral et provinciaux, une volonté accrue de la part des gouvernements d'agir à titre de facilitateur et de partenaire, et des gestes concrets afin de réaliser les nombreux changements auxquels le Canada s'est engagé publiquement.

En signant des accords internationaux en matière de commerce et d'environnement, le Canada s'est engagé à ouvrir des marchés, à utiliser l'énergie et les matières premières de manière plus efficace et à réduire les injustices sociales au pays comme à l'étranger. Le gouvernement fédéral ne peut à lui seul surveiller et fournir toute l'expertise technique, le financement, la formation et la mise en réseaux nécessaires pour atteindre de tels objectifs, et il ne devrait pas essayer de le faire. Il est essentiel de faire en sorte que les entreprises et les particuliers soient capables d'exploiter de nouveaux marchés et de développer de nouveaux produits, services et technologies. Une économie durable est plus stable et crée un plus grand nombre d'emplois.

*Les politiques et les cadres de travail qui appuient les projets du secteur privé, des collectivités et des particuliers peuvent engendrer de nouvelles idées novatrices nécessaires pour s'adapter aux situations économiques, environnementales et sociales en pleine évolution.*

Les gouvernements peuvent orienter et stimuler les activités du secteur privé en offrant un leadership, en développant les forces actuelles et en favorisant l'autonomie. En établissant des objectifs de politiques sérieux et en définissant les échéanciers pour les atteindre, on fournit la carte routière mais on laisse aux autres le choix de l'itinéraire. Comme le démontrent clairement les exemples du présent rapport ainsi que les documents soumis aux fins du projet, le Canada est riche en idées novatrices. Pour habiliter les gens à agir en fonction de telles idées, il faut un cadre de politiques qui offre un meilleur soutien et une réduction des obstacles institutionnels.

Les Canadiens en ont assez des hausses de taxes, de l'affaiblissement des services et de croire qu'ils sont incapables d'avancer. La manière dont l'argent est dépensé est un problème beaucoup plus important que les sommes disponibles. Le fait de protéger les vieilles industries, les bureaucraties intransigeantes et les sociétés d'État, qui sont devenues paresseuses et suffisantes, aux dépens du grand public gêne la restructuration fondamentale et nécessaire pour répondre à la nouvelle conjoncture.

Nous devons ouvrir les marchés de l'électricité aux centrales de production autonomes et aux investissements dans le rendement. Nous devons offrir aux collectivités les moyens financiers et institutionnels pour qu'elles puissent gérer leurs ressources d'une manière qui améliore la productivité à long terme et qui est sensible aux nouveaux marchés. Nous devons également habiliter les gens afin qu'ils s'aident eux-mêmes. Cela aura pour effet de réduire le fardeau financier pour tous — et de donner un second souffle à l'économie. Le changement n'est jamais chose facile, mais il peut être fort intéressant si les gens se sentent mis au défi, soutenus, encouragés et récompensés.

L'adaptation des politiques gouvernementales, des dépenses et des programmes de formation au développement durable se traduira par toute une gamme de nouveaux débouchés. En réduisant l'utilisation de l'énergie et des matériaux, en restaurant les milieux dégradés et en ajoutant de la valeur à ses produits et à ses services, le Canada peut réduire les coûts, améliorer le potentiel et donner aux particuliers des moyens de subsistance plus durables.

Annexe 1

Liste des participants à la réunion de l'IIDD sur l'emploi  
et le développement durable

Le 23 au 25 juin, 1994

Winnipeg (Manitoba)

Mr. Reg Alcock, MP  
House of Commons  
124 Confederation Building  
Ottawa ON K1A 0A6  
Phone: (613) 995-7517  
Fax: (613) 943-1466

Professor Bob Allen  
Sir Sandford Fleming College  
P. O. Box 8000  
Albert Street S.  
Lindsay ON K9V 5E6  
Phone: (705) 324-9144  
Fax: (705) 878-9312

Mr. Greg Allen  
Allen & Associates  
400 Mt. Pleasant Road  
Toronto ON M4C 2L3  
Phone: (416) 488-4425  
Fax: (416) 488-7608

Mr. Erwin Allerdings  
Prairie Farm Rehabilitation Administration  
603-1800 Hamilton Street  
Regina SK S4P 4L2  
Phone: (306) 780-5070  
Fax: (306) 780-8229

Ms. Carol Amaratunga  
Electronic Cottage  
9 Boutillier's Grove  
Dartmouth NS B2X 2V9  
Phone: (902) 435-7242  
Fax: (902) 435-7242

Ms. Nedra Andersen  
Andersen Management Services Inc.  
6-1313 Border Street  
P. O. Box 394 Station L  
Winnipeg MB R3H 0Z6  
Phone: (204) 694-2007  
Fax: (204) 633-0551

Mr. Michael Anderson  
Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc.  
23 Station Road  
Thompson MB R8N 0N6  
Phone: (204) 786-1050  
Fax: (204) 778-7655

Ms. Joan Andrew  
Ministry of Education and Training  
900 Bay Street  
3rd Floor  
Toronto ON M7A 1L2  
Phone: (416) 325-2989  
Fax: (416) 325-2995

Ms. Jeanne Andrews  
Environment Canada  
Place Vincent Massey, 7th Floor  
351 St. Joseph Blvd.  
Hull QC K1A 0H3  
Phone: (819) 953-7659  
Fax: (819) 997-3822

Mr. Bob Annis  
Westarc Group  
247-18th Street  
Brandon MB R7A 5A6  
Phone: (204) 729-3440  
Fax: (204) 729-9090

Mr. Paul Antle  
SCC Environmental  
137 Lemarchant Road  
St. Johns NF A1C 2H3  
Phone: (709) 726-0506  
Fax: (709) 726-7905

Mr. Bill Armstrong  
Energy Pathways  
251 Laurier Avenue W.  
Suite 500  
Ottawa ON K1P 5J6  
Phone: (613) 235-7976  
Fax: (613) 235-2190

Mr. Amand Arsenault  
Council of Cooperatives of Prince Edward Island  
37 Mill Road  
Wellington PEI C0B 2H0  
Phone: (902) 854-3131  
Fax: (902) 854-3211

Mr. P. Asp  
P. J. Asp Management Services  
Dease Lake BC V0C 1L0  
Phone: (604) 771-3857  
Fax: (604) 771-5453

Mr. Stephan Barg  
International Institute for  
Sustainable Development  
6th Floor, 161 Portage Avenue E.  
Winnipeg MB R3B 0Y4  
Phone: (204) 958-7703  
Fax: (204) 958-7710

Mr. William Barto  
Government of Manitoba  
305-155 Carlton Street  
Winnipeg MB R3C 3H8  
Phone: (204) 945-3957  
Fax: (204) 945-0090

Mr. Maurizio Bevilacqua, MP  
House of Commons  
544-N Centre Block  
Ottawa ON K1A 0A6  
Phone: (613) 996-4971  
Fax: (613) 996-4973

Mr. Dave Boldt  
Western Economic Diversification  
P. O. Box 777  
Room 712-240 Graham Avenue  
Winnipeg MB R3C 2L4  
Phone: (204) 983-2911  
Fax: (204) 983-4694

Mr. Paul Bonnet  
Saskatchewan Wheat Pool  
2625 Victoria Avenue  
Regina SK S4T 7T9  
Phone: (306) 569-4733  
Fax: (306) 569-4885

Mr. Mark Boreskie  
Manitoba Rural Development  
607-800 Portage Avenue  
Winnipeg MB R3G 0N4  
Phone: (204) 945-2604  
Fax: (204) 945-1994

Mr. Paul Born  
Community Opportunities Development  
Association  
35-37 Dickson Street  
Cambridge ON N1R 7A6  
Phone: (519) 623-9380  
Fax: (519) 740-8540

Dr. Simon Brascoupé  
Apikan Indigenous Network  
154 Aylmer Avenue  
Ottawa ON K1S 2Y4  
Phone: (613) 730-7059  
Fax: (613) 730-5621

Ms. Barbara Bruce  
Canadian Council for Aboriginal Business  
300-240 Graham Avenue  
Winnipeg MB R3C 4C5  
Phone: (204) 947-6436  
Fax: (204) 956-0995

Mr. Rob Bruce-Barron  
Canzeal Ltd.  
854 Palmerston  
Winnipeg MB R3G 1J5  
Phone: (204) 772-2548  
Fax: (204) 772-2158

Mr. Jeremy Byatt  
Friends of the Earth Canada  
Suite 701, 251 Laurier Avenue W.  
Ottawa ON K1P 5J6  
Phone: (613) 230-3352  
Fax: (613) 232-4354

Ms. Stephanie Cairn  
Pembina Institute for Appropriate Development  
P. O. Box 7558  
Drayton Valley AB T0E 0M0  
Phone: (403) 452-6272  
Fax: (403) 452-6464

Mr. Isidore Campbell  
Meadow Lake Tribal Council  
Box 1360  
Flying Dust Reserve, Hwy 55  
Meadow Lake SK S0M 1V0  
Phone: (306) 236-5654  
Fax: (306) 236-6301

Mr. Pat Carson  
Loblaw Companies, Ltd.  
22 St. Clair Ave. E., 9th Floor  
Toronto ON M4T 2S5  
Phone: (416) 922-8500 ext. 5422  
Fax: (416) 960-6998

Mr. Tony Cassils  
Consultant  
211 Wurtemberg Street  
Suite 2101  
Ottawa ON K1N 8R4  
Phone: (613) 789-1090  
Fax: (613) 789-1090

Ms. Marianne Cerilli  
NDP Environment Critic  
549 Regent Avenue West  
Winnipeg MB R2C 1R9  
Phone: (204) 222-0074  
Fax: (204) 945-0535

Ms. Dian Cohen  
c/o Aurora Business Personnel Services Inc.  
46 Wellington St. East  
Aurora ON L4G 1L9  
Phone: (905) 841-0942  
Fax: (905) 841-6417

Mr. Gerry Couture  
City of Winnipeg  
395 Main Street  
Winnipeg MB R3B 3E1  
Phone: (204) 986-4183  
Fax: (204) 986-6907

Mr. Jay Cowan  
Envirofit Consulting Inc.  
100 Osborne St. South  
Suite 303  
Winnipeg MB R3L 1Y5  
Phone: (204) 452-5746  
Fax: (204) 477-5298

Mr. Harry Davis  
University of Victoria  
MS6500, P.O. Box 1700  
Victoria BC V8W 2Y2  
Phone: (604) 721-6500  
Fax: (604) 721-6497

Mr. Ken Donnelly  
Human Resources Development Canada  
140 Promenade du Portage  
Phase IV, 5th Floor  
Hull QC K1A 0J9  
Phone: (819) 994-6701  
Fax: (819) 953-5941

Mr. Kevin Doyle  
KMH Inc.  
10 Heather Dr., Leaside  
Toronto ON M4G 3G3  
Phone: (416) 214-0880  
Fax: (416) 214-0882

Mr. Dennis Dunn  
Federal Business Development Bank  
43 Church Street  
P. O. Box 1193  
St. Catherines ON L2R 7A7  
Phone: (905) 685-4808  
Fax: (905) 641-3171

Ms. Bernadette Dwyer  
Fogo Island Cooperative  
P. O. Box 70  
25 Waterfront  
Seldom NF A0G 3Z0  
Phone: (709) 627-3452  
Fax: (709) 627-3495

Mr. Paul Earl  
United Grain Growers  
28th fl., 201 Portage Avenue  
Winnipeg MB R3V 1L5  
Phone: (204) 944-5659  
Fax: (204) 944-5415

Mr. Lorne Eckersley  
Creston Valley Sustainable Communities Project  
P. O. Box 1339  
238-10th Avenue North  
Creston BC V0B 1G0  
Phone: (604) 428-2994  
Fax: (604) 428-9164

Mr. John Ellis  
Hudson Bay Mining and Smelting Co., Ltd.  
1906-201 Portage Avenue  
Winnipeg MB R3B 3K6  
Phone: (204) 949-4261  
Fax: (204) 942-8177

Ms. Celia Fairclough  
Ministry of Education and Training  
9th Floor, 595 Bay Street  
P. O. Box 153  
Toronto ON M5G 2C2  
Phone: (416) 314-5167  
Fax: (416) 314-5169

Ms. Lorraine Farkas  
Human Resources Development Canada  
21st Floor, 112 Kent Street  
Tower B, Place de Ville  
Ottawa ON K1A 0J9  
Phone: (613) 957-1276  
Fax: (613) 957-1523

Mr. Jeff Fielding  
City of Winnipeg  
395 Main Street  
Winnipeg MB R3B 3E1  
Phone: (204) 986-3750  
Fax: (204) 986-6907

Mr. John Flynn  
South West Valley Development Corporation  
P. O. Box 8  
Harvey Station NB E0H 1H0  
Phone: (506) 366-3022  
Fax: (506) 366-3444

Mr. Herb Gabora  
SPAR Aerospace  
Suite 900, 5090 Explorer Drive  
Mississauga ON L4W 4X6  
Phone: (905) 629-7727  
Fax: (905) 629-3431

Mr. Cornelius Guenter  
Edmonton Recycling Society  
11631-80th Street  
Edmonton AB T5B 2N3  
Phone: (403) 471-0071  
Fax: (403) 479-7700

Dr. Arthur Hanson  
International Institute for  
Sustainable Development  
6th Floor, 161 Portage Avenue E.  
Winnipeg MB R3B 0Y4  
Phone: (204) 958-7700  
Fax: (204) 958-7710

Mr. Ron Harper  
Industry Canada  
235 Queen Street  
Ottawa ON K1A 0H5  
Phone: (613) 954-3086  
Fax: (613) 954-3419

Mr. Paul Hawken  
Author and Entrepreneur  
20 South 40  
Sausalito CA 94965  
Phone: (415) 332-5124  
Fax: (415) 332-7933

Ms. Kate Humpage  
Human Resources Development Canada  
21st Floor, 112 Kent Street  
Tower B, Place de Ville  
Ottawa ON K1A 0J9  
Phone: (613) 957-0693  
Fax: (613) 957-1523

Mr. Colin Isaacs  
Contemporary Information Analysis Ltd.  
Suite 201, 61 Mutual Street  
Toronto ON M5B 2A9  
Phone: (416) 726-8015  
Fax: (416) 863-6230



Dr. Walter Jamieson  
University of Calgary  
Room 1019C Earth Science Bldg.  
2500 University Drive, N.W.  
Calgary AB T2N 1N4  
Phone: (403) 220-8669  
Fax: (403) 284-4608

Mr. Rob Kerr  
International Institute for  
Sustainable Development  
6th Floor, 161 Portage Avenue E.  
Winnipeg MB R3B 0Y4  
Phone: (204) 958-7704  
Fax: (204) 958-7710

Ms. Karen Kraft Sloan, MP  
House of Commons  
Room 466  
Confederation Bldg.  
Ottawa ON K1A 0A6  
Phone: (613) 996-7752  
Fax: (613) 992-8351

Ms. Diane Kunec  
MARR Consulting & Communications  
249 Bell Avenue  
Winnipeg MB R3L 0J2  
Phone: (204) 475-6939  
Fax: (204) 474-1888

Ms. Dayna Lalchun  
MANBICO Biological Ltd.  
Box 17, Grp 242, RR 2  
Winnipeg MB R3C 2E6  
Phone: (204) 697-0863  
Fax: (204) 697-0887

Ms. Donna Larsen  
KPMG Management Consulting  
800-200 Graham Avenue  
Winnipeg MB R3C 4M1  
Phone: (204) 944-1014  
Fax: (204) 943-4913

Mr. Nils Larsson  
CANMET, EMR  
7th Floor, 580 Booth St.  
Ottawa ON K1A 0E4  
Phone: (613) 769-1242  
Fax: (613) 996-9416

Dr. Alan Law  
Coopers & Lybrand  
2500 Oxford Tower  
10235-101 Street  
Edmonton AB T5J 3N5  
Phone: (403) 421-3239  
Fax: (403) 421-3052

Mr. Mike Lewis  
Centre for Community Enterprise  
Site 142, C-14  
Port Alberni BC V9Y 7L5  
Phone: (604) 723-1139  
Fax: (604) 723-3730

Mr. Charles Loewen  
Loewen Windows  
77 Loewen Blvd.  
Steinbach MB R0A 2A0  
Phone: (204) 326-6446  
Fax: (204) 326-5347

Mr. Ron Loucks  
Edmonds Environmental Services  
24 Clayton Park Drive  
Halifax NS B3M 1L3  
Phone: (902) 443-1113  
Fax: (902) 443-1113

Ms. Marjorie Loveys  
Prime Minister's Office  
323 West Block  
Ottawa ON K1A 0A6  
Phone: (613) 957-5566  
Fax: (613) 957-5514

Mr. Ed Lowans  
Coalition for a Green Economic Recovery  
R.R. 8  
Orangeville ON L9W 3T5  
Phone: (519) 940-0964  
Fax: (519) 940-0964

Ms. Linda MacDonald  
St. Mary's University  
Suite 801, 1800 Argyle Street  
Halifax NS B3J 3N8  
Phone: (902) 420-5639  
Fax: (902) 420-5284

Ms. Barbara Mackay  
InterGroup Consultants Ltd.  
604-283 Portage Avenue  
Winnipeg MB R3B 2B5  
Phone: (204) 942-0654  
Fax: (204) 943-3922

Mr. Jack MacLeod  
IISD Senior Fellow  
Bow Valley Square II  
2500, 205-5th Avenue S.W.  
Calgary AB T2P 2V7  
Phone: (403) 261-3698  
Fax: (403) 265-9357

Dr. Teresa MacNeil  
President's Office  
St. Francis Xavier University  
P.O. Box 5000  
Antigonish NS B2G 2W5  
Phone: (902) 867-5271  
Fax: (902) 867-2177

Mr. Ed Mallett  
Ontario Centre for Environmental Technology  
Advancement  
2395 Speakman Drive  
Mississauga ON L5K 1B3  
Phone: (905) 822-4111 ext 346  
Fax: (905) 823-1446

Ms. Sandra Mark  
West End Community Ventures  
804 Grenon Avenue  
Ottawa ON K2B 6G2  
Phone: (613) 596-6262  
Fax: (613) 596-6266

Ms. Ruth Marr  
Marr Consulting & Communications Ltd.  
249 Bell Avenue  
Winnipeg MB R3L 0J2  
Phone: (204) 475-6939  
Fax: (204) 474-1888

Mr. Dick Martin  
Canadian Labour Congress  
2841 Riverside Drive  
Ottawa ON K1V 8X7  
Phone: (613) 521-3400  
Fax: (613) 521-4655

Mr. Pat Martin  
Carpenters Union Local  
635 Sargent Avenue  
Winnipeg MB R3E 3G6  
Phone: (204) 774-1609  
Fax: (204) 786-6811

Ms. Elizabeth May  
Sierra Club of Canada  
Suite 620, 1 Nicholas Street  
Ottawa ON K1N 7B7  
Phone: (613) 241-4611  
Fax: (613) 241-2292

Mr. Dan McCarthy  
Liberal Caucus Research Bureau  
Room 320, 180 Wellington  
Ottawa ON K1A 0A6  
Phone: (613) 943-8715  
Fax: (613) 996-2551

Ms. Norma McCormick  
Corporate Health Works  
738 Osborne Street  
Winnipeg MB R3L 2C2  
Phone: (204) 452-9137  
Fax: (204) 475-5149

Father Des McGrath  
Fisherman, Food & Allied Workers' Union  
P. O. Box 10  
2 Steers Cone  
St. John's NF A1C 5H5  
Phone: (709) 576-7276  
Fax: (709) 576-1962

Mr. Glenn McKnight  
Energy Conservation Society of Ontario  
595 Wentworth Street E.  
Oshawa ON L1H 3V8  
Phone: (905) 725-3704  
Fax: (905) 725-5980

Mr. Sheldon McLeod  
Canadian Council of Ministers  
of the Environment  
400-326 Broadway  
Winnipeg MB R3C 0S5  
Phone: (204) 948-2133  
Fax: (204) 948-2125

Mr. Joel McNulty  
Monsanto Canada Inc.  
55 Murray Park Road  
Winnipeg MB R3J 3W2  
Phone: (204) 985-1034  
Fax: (204) 885-5000

Ms. Colleen Mercer-Clarke  
The Nova Scotia Centre for Environmentally  
Sustainable Economic Development  
P. O. Box 1000  
1334 Barrington Street  
Halifax NS B3J 2X4  
Phone: (902) 420-7936  
Fax: (902) 429-4866

Mr. Peter Moonen  
Canfor  
2900-1055 Dunsmuir St.,  
P. O. Box 49420 Bentall Postal Stn.  
Vancouver BC V7X 1B5  
Phone: (604) 661-5256  
Fax: (604) 661-5219

Mr. Michael Murphy  
Stentor Telecom Policy Inc.  
Suite 1800, 45 O'Connor St.  
Ottawa ON K1P 1A4  
Phone: (613) 567-7321  
Fax: (613) 567-7001

Ms. Marie Murphy-Foran  
Boreal Edge Eco-Ventures  
25 Denison Road  
Elliot Lake ON P5A 1L8  
Phone: (705) 848-4283  
Fax: (705) 461-7248

Mr. David Neave  
Wildlife Habitat Canada  
7 Hinton Avenue  
Ottawa ON K1Y 4P1  
Phone: (613) 722-2090  
Fax: (613) 722-3318

Mr. George Nemeth  
Nemco Resources Ltd.  
471 Madison Street  
Winnipeg MB R3J 1J2  
Phone: (204) 888-7901  
Fax: (204) 837-9914

Mr. Rolf Oswald  
Linnet Graphics  
600-191 Broadway  
Winnipeg MB R3C 3T8  
Phone: (204) 957-7566  
Fax: (204) 957-6208

Mr. Nabil Oudeh  
Centre for Conflict Resolution International Ltd.  
Suite 210, 428 Portage Avenue  
Winnipeg MB R3C 0E2  
Phone: (204) 943-7588  
Fax: (204) 943-7592

Mr. Jean Perras  
Learning for a Sustainable Future  
Suite 303, 45 Rideau Street  
Ottawa ON K1N 5W8  
Phone: (613) 562-2238  
Fax: (613) 562-2244

Ms. Joy Playford  
Federal Business Development Bank  
Suite 1200, 155 Carlton Street  
Winnipeg MB R3C 3H8  
Phone: (204) 983-6455  
Fax: (204) 983-8522

Ms. Cynthia Pollock Shea  
International Institute for  
Sustainable Development  
6th Floor, 161 Portage Avenue E.  
Winnipeg MB R3B 0Y4  
Phone: (204) 958-7706  
Fax: (204) 958-7710

Ms. Alana Probst  
Ecotrust  
Suite 470, 1200 Northwest Front Avenue  
Portland OR 97209  
Phone: (503) 227-6225  
Fax: (503) 222-1517

Ms. Joyce Rabesca  
Rabesca's Resources Ltd.  
P. O. Box 98  
Rae-Edzo NWT X0E 0Y0  
Phone: (403) 371-3144  
Fax: (403) 371-3155

Mr. Ron Raffai  
Federated Co-operatives Ltd.  
1615 King Edward Street  
Winnipeg MB R3C 2W6  
Phone: (204) 633-8950  
Fax: (204) 694-3471

Ms. Lynn Raskin-Levine  
KPMG Management Consulting  
800-200 Graham Avenue  
Winnipeg MB R3C 4M1  
Phone: (204) 944-1014  
Fax: (204) 943-4913

Mr. Robert Redhead  
Laidlaw Inc.  
3221 North Service Road  
Burlington ON L7R 3Y8  
Phone: (905) 336-1800 ext 207  
Fax: (905) 336-0670

Ms. Karen Rees  
Marr Consulting & Communication  
249 Bell Ave.,  
Winnipeg MB R3L 0J2  
Phone: (204) 475-6939  
Fax: (204) 474-1888

Mr. Frank Reimer  
Keystone Grain Ltd.  
Box 1236  
129 Manitoba Road  
Winkler MB R6W 4B3  
Phone: (204) 325-2239  
Fax: (204) 325-2240

Mr. Wayne Roberts  
50 Wineva Avenue  
Toronto ON M4E 2T2  
Phone: (416) 699-6070  
Fax: (416) 694-3202

Mr. Mike Robinson  
University of Calgary  
2500 University Drive, N.W.  
MLT 11th Floor  
Calgary AB T2N 1N4  
Phone: (403) 220-7515  
Fax: (403) 282-4609

Dr. Eva Rosinger  
OECD, Environment Directorate  
Chateau de la Muette  
2, rue André Pascal  
75775 Paris Cedex 16 France  
Phone: 331 4524-9311  
Fax: 331 4524-7876

Mr. Lee Roth  
Canada Employment Centre  
Morden MB R0G 1J0  
Phone: (204) 822-2254  
Fax: (204) 8226333

Dr. Mike Roy  
Westviking College  
P. O. Box 822  
Corner Brook NF A2H 6H6  
Phone: (709) 637-8584  
Fax: (709) 634-2126

Mr. David Saxby  
Marishell Products Ltd.  
Suite 206-1807 Maritime News  
Granville Island  
Vancouver BC V6M 3W7  
Phone: (604) 685-5499  
Fax: (604) 685-8249

Ms. Shirley Seward  
Canadian Labour Market and Productivity Centre  
6th Floor - 66 Slater Street  
Ottawa ON K1P 5H1  
Phone: (613) 234-0505  
Fax: (613) 234-2482

Ms. Susan Sherk  
Economic Recovery Commission  
Third Floor, Beothuck Building  
20 Crosbie Place  
St. John's NF A1B 3Y8  
Phone: (709) 738-0199  
Fax: (709) 738-2469

Ms. Romy Shovelton  
Wikima Consulting  
23 Leamington Road Villas  
London England W11 1HS  
Phone: 44 71 229-7320  
Fax: 44 71 229-7320

Mr. Robert Silver  
Western Glove Works Ltd.  
555 Logan Avenue  
Winnipeg MB R3A 0S4  
Phone: (204) 788-4249  
Fax: (204) 772-6929

Mr. Geoff Snider  
Solar Solutions  
329 Cumberland Avenue  
Winnipeg MB R3B 1T2  
Phone: (204) 339-1767  
Fax: (204) 339-1034

Mr. John Spence  
Strategic Planning for Applied Research  
and Knowledge  
Suite 800-4710 Kingsway  
Burnaby BC V5H 4M2  
Phone: (604) 436-3574  
Fax: (604) 438-6564

Mr. Ron Staple  
Repap  
P. O. Box 1590  
The Pas MB R9A 1L4  
Phone: (204) 623-7411  
Fax: (204) 623-5995

Mr. Daniel Stechey  
Dept. of Fisheries & Oceans  
200 Kent Street  
Station 1160  
Ottawa ON K1A 0E6  
Phone: (613) 993-2091  
Fax: (613) 990-9574

Mr. Bob Stewart  
Terrestrial, Aquatic & Environmental Managers  
Box 2290  
Meadow Lake SK S0M 1V0  
Phone: (306) 236-5654  
Fax: (306) 236-6301

Dr. Vernon Thomas  
University of Guelph/Dept. of Zoology  
Guelph ON N1G 2W1  
Phone: (519) 824-4120 ext 2738  
Fax: (519) 767-1656

Ms. Linda Thomas  
Canadian Council for Aboriginal Business  
300-240 Graham Avenue  
Winnipeg MB R3C 4C5  
Phone: (204) 947-6436  
Fax: (204) 947-0995

Mr. Allan Torbitt  
Assembly of Manitoba Chiefs  
500-286 Smith Street  
Winnipeg MB R3C 1K4  
Phone: (204) 956-0610  
Fax: (204) 956-2109

Mr. Grant Trump  
Canadian Council for Human Resources in the  
Environment Industry  
700-4th Ave. S.W.  
Suite 700  
Calgary AB T2P 3J4  
Phone: (403) 233-0748  
Fax: (403) 269-9544

Mr. Michael Van Wallegghem  
Waste Systems Management  
501-D Weston Street  
Winnipeg MB R3E 3H4  
Phone: (204) 788-4969  
Fax: (204) 775-9381

Mr. Glen Vanderhaeghe  
AgPro Grain  
1504-201 Portage Avenue  
Winnipeg MB R3B 3K6  
Phone: (204) 942-2470  
Fax: (204) 949-0936

Mr. Gord Vidal  
Lloyd Axworthy's Regional Office  
855-240 Graham Avenue  
Winnipeg MB R3C 0J7  
Phone: (204) 983-7096  
Fax: (204) 983-6074

Ms. Allison Webb  
National Roundtable on the  
Environment and the Economy  
1 Nicholas St. Suite 1500  
Ottawa ON K1N 7B7  
Phone: (613) 992-7189  
Fax: (613) 992 7385

Ms. Gaile Whelan Enns  
Whelan Enns & Associates  
411-63 Albert Street  
Winnipeg MB R3B 1G3  
Phone: (204) 944-9593  
Fax: (204) 943-5711

Dr. John Wiebe  
Globe Foundation of Canada  
504-999 Canada Place  
Vancouver BC V6C 3E1  
Phone: (604) 684-5986  
Fax: (604) 666-8123

Mr. Irvin Wilson  
Peguis First Nation  
Box 219  
Hodgson MB R0C 1N0  
Phone: (204) 645-2359  
Fax: (204) 645-2360

Ms. Wanda Wuttunee  
University of Manitoba  
Rm 532, Fletcher Argue Bldg  
Winnipeg MB R3T 5V5  
Phone: (204) 474-6405  
Fax: (204) 261-0333

Mr. Ian Yolles  
The Body Shop  
33 Kern Road  
Don Mills ON N3B 1S9  
Phone: (416) 441-3202  
Fax: (416) 441-0712

Mr. Tim Yusishen  
Solar Solutions  
29 Pearce Avenue  
Winnipeg MB R2V 2K3  
Phone: (204) 339-1767  
Fax: (204) 339-1034

Ms. Sue Zielinski  
Transportation Options  
35 Manning Avenue  
Toronto ON M6J 2K3  
Phone: (416) 392-1556  
Fax: (416) 392-0071

Annexe 2

Liste des documents soumis dans le cadre du projet d'emploi  
et de développement durable

*Linking the Solitudes of Wildlife Habitat, Landscapes  
and Economic Development to Create Sustainable  
Employment Opportunities*

John Girt  
John Girt & Associates  
1 St. Malo  
Aylmer QC J9J 1J6  
Phone: (819) 595-2432  
Fax: (819) 595-8424

David Neave  
Executive Director  
Wildlife Habitat Canada  
7 Hinton Avenue  
Ottawa ON K1Y 4P1  
Phone: (613) 722-2090  
Fax: (613) 722-3318

*Youth Enterprise and Sustainable Development*

David Newing  
Canadian Youth Business Trust  
3rd floor, 215 Cooper St.  
Ottawa ON K2P 0G2  
Phone: (613) 231-6474  
Fax: (613) 231-6497

*Eco-Efficient Buildings*

Ed Lowans  
Coalition for a Green Economic Recovery  
R.R. 8  
Orangeville ON L9W 3T5  
Phone: (519) 940-0964  
Fax: (519) 940-0964

*Sustainable Cultural Development: Sustainable  
Development in the Past and Future of Aboriginal  
Employment in Canada*

Simon Brascoupe  
Apikan Indigenous Network  
154 Aylmer Avenue  
Ottawa ON K1S 2Y4  
Phone: (613) 730-7059  
Fax: (613) 730-5621

*Win-Win-Win: Good Jobs, Strong Communities,  
Healthy Environment*

Wayne Roberts  
Coalition for a Green Economic Recovery  
50 Wineva Avenue  
Toronto ON M4E 2T2  
Phone: (416) 699-6070  
Fax: (416) 594-3202

*Employment and Sustainable Development in  
Forestry: The Ecosystem-Based Determinant —  
Increased Complexity in Forecasting Employment  
Trends*

Doug Patterson/Robert Nixon  
Eco-Forestry Institute  
Box 5885, Station B  
Victoria BC V8R 6S8  
Phone: (604) 598-2363  
Fax: (604) 598-2363

*West End Community Ventures: An Urban  
Community Organization on the Path to  
Sustainability*

Sandra Mark  
Executive Director  
West End Community Ventures  
804 Grenon Avenue  
Ottawa ON K2B 6G2  
Phone: (613) 596-6262  
Fax: (613) 596-6266

*The Employment Opportunities of Sustainable Rural  
Tourism*

Walter Jamieson  
Director  
The Centre for Livable Communities  
Room 1019C Earth Science Building  
Faculty of Environmental Design  
University of Calgary  
2500 University Drive NW  
Calgary AB T2N 1N4  
Phone: (403) 220-8669  
Fax: (403) 284-4608

*A Brighter Future: Energy Efficiency and Jobs in Manitoba*

Pat Martin/Heather Frayne  
Carpenters Union Local  
625 Sargent Avenue  
Winnipeg MB R3E 3G6  
Phone: (204) 774-1609  
Fax: (204) 786-6811

*Sustainable Prairie Communities: Developing a New Agenda*

Bob Annis  
Westarc Group Inc.  
Brandon University  
247-18th Street  
Brandon MB R7A 5A6  
Phone: (204) 729-3440  
Fax: (204) 729-9090

*Transporting Ourselves to Sustainable Economic Growth*

Sue Zielinski  
Transportation Options  
35 Manning Avenue  
Toronto ON M6J 2K3  
Phone: (416) 362-4765  
Fax: (416) 392-0071

*Sustainability, Growth, and Employment: Toward an Ecologically Stable, Economically Secure, and Socially Satisfying Future*

Bill Rees  
Center for Community Development  
School of Planning  
University of British Columbia  
6333 Memorial Road  
Vancouver BC V6T 1Z2  
Phone: (604) 822-2937  
Fax: (604) 822-3787

*Community Economic Development: Lessons from the Trenches: Directions for the Future*

Mike Lewis  
Centre for Community Enterprise  
Site 142, C-14  
Port Alberni BC V9Y 7L5  
Phone: (604) 723-1139  
Fax: (604) 723-3730

*Green Enterprises: Energy Retrofitting*

Glenn McKnight  
Energy Conservation Society of Ontario  
595 Wentworth St. E., Unit 51  
Oshawa ON L1H 3V8  
Phone: (905) 725-3704  
Fax: (905) 725-5980

*Uses of Conflict Resolution in Dealing with Resource-Based Disputes*

Kevin Doyle  
KMH Inc.  
2nd Floor, 70 The Esplanade  
Toronto ON M5E 1R2  
Phone: (416) 488-0638  
Fax: (416) 488-2664

*Aquaculture – A Model for Sustainable Economic Development in Canada*

Robert H. Cook/Daniel Stecheyl/  
Shawn Connors  
Fisheries and Oceans Canada  
200 Kent Street  
Ottawa ON K1A 0E6  
Phone: (613) 993-2091  
Fax: (613) 990-9574

*Building our Community – An Experiential Case for Project Based CED*

Paul Born  
Executive Director  
Community Opportunities Development  
Association  
35-37 Dickson Street  
Cambridge ON N1R 7A6  
Phone: (519) 623-9380  
Fax: (519) 740-8540

*Prairie Aquaculture at AgPro*

John Bielka  
AgPro Grain Inc.  
Box 44  
Birsay SK S0L 0G0  
Phone: (306) 652-5611  
Fax: (306) 653-0312



*The Edmonton Recycling Society – An Experiment  
in Employment and Sustainable Development*

Cornelius Guenter  
Executive Director  
Edmonton Recycling Society  
11631–80th Street  
Edmonton AB T5B 2N3  
Phone: (403) 471-0071  
Fax: (403) 479-7700

*Human Resource Development in the Canadian  
Environment Industry*

Robert Redhead  
Director of Corporate Government  
Relations  
Laidlaw Inc.  
3221 North Service Road  
Burlington ON L7R 3Y8  
Phone: (905) 336-1800 ext. 207  
Fax: (905) 336-0670

Grant Trump/Patricia Miller  
Canadian Council for Human Resources in  
the Environment Industry  
Ste. 700–4th Ave. S.W.  
Calgary AB T2P 3J4  
Phone: (403) 233-0748  
Fax: (403) 269-9544

*Applying Sustainable Development Criteria to and  
Employment Opportunities for Community Shared  
Agriculture*

Erwin Allerdings  
Prairie Farm Rehabilitation Administration  
603–1800 Hamilton St.  
Regina SK S4P 4L2  
Phone: (306) 780-5070  
Fax: (306) 780-8229

*IISD Working Paper: Framework for Employment  
and Sustainable Development*

Stephan Barg/Cynthia Pollock Shea/  
Peter Hardi  
International Institute for Sustainable  
Development  
161 Portage Avenue E., 6th Floor  
Winnipeg MB R3B 0Y4  
Phone: (204) 958-7700  
Fax: (204) 958-7710

*'LEAP'ing Into Sustainable Social and  
Environmental Development? Australia's Landcare  
and Environmental Action Program*

Alan Law/Trish Williamson  
Coopers & Lybrand  
2500 Oxford Tower  
10235–101 Street  
Edmonton AB T5J 3N2  
Phone: (403) 421-3239  
Fax: (403) 421-3052

*Moving Toward Sustainability, Three  
Demonstrations of Ideas and Methods that Create  
Jobs*

Bruce Hyer/Margaret Wanlin  
Boreal Ecosystems Associates Ltd.  
R.R. 14 Dog Lake Road  
Thunder Bay ON P7B 5E5  
Phone: (807) 767-2022  
Fax: (807) 768-8149

*Green Development Corporations: A Proposed  
Framework for an Economically Attractive and  
Environmentally Sustainable Form of Urban  
Development*

Nils Larsson/Mike Riley  
C-2000 Program Manager  
Energy Efficiency Division  
CANMET, EMR  
7th Floor, 580 Booth Street  
Ottawa ON K1A 0E4  
Phone: (613) 769-1242  
Fax: (613) 996-9416

*New Opportunities for Growth*

Economic Recovery Commission  
Newfoundland and Labrador  
20 Crosbie Place, 3rd Floor  
Beothuck Building  
St. John's NF A1B 3Y8  
Phone: (709) 738-0199  
Fax: (709) 738-2469

*jobsOntario Training Promotes Jobs and Futures*

Joan Andrew  
Assistant Deputy Minister  
Open Learning and Training  
Ministry of Education and Training  
9th Floor, 595 Bay St.  
Box No. 153  
Toronto ON M5G 2C2  
Phone: (416) 325-2989  
Fax: (416) 325-2995

*Newfoundland Inshore: Fishery Industry Renewal & Sustainable Livelihoods*

Bernadette Dwyer  
Fogo Island Cooperative  
P.O. Box 70  
Seldom NF A0G 3Z0  
Phone: (709) 627-3452  
Fax: (709) 627-3495

Ces documents sont disponibles sur disquette auprès de DRHC et de l'IIDD  
au montant de 3\$ pour frais de transport.  
Pour toutes commandes voir au verso.

*This document is also available in English*

Vous pouvez obtenir des copies supplémentaires à :

Institut international du  
développement durable  
161, avenue Portage est, 6<sup>e</sup> étage  
Winnipeg, MB R3B 0Y4  
Téléphone : (204) 958-7700  
Télécopieur : (204) 958-7710  
E-mail: [reception@iisdpost.iisd.ca](mailto:reception@iisdpost.iisd.ca)

Développement des  
ressources humaines Canada  
Partenariats et relations sectorielles  
112 rue Kent, 21<sup>e</sup> étage  
Ottawa, ON K1A 0J9  
Téléphone : (613) 957-9016  
Télécopieur : (613) 957-2698